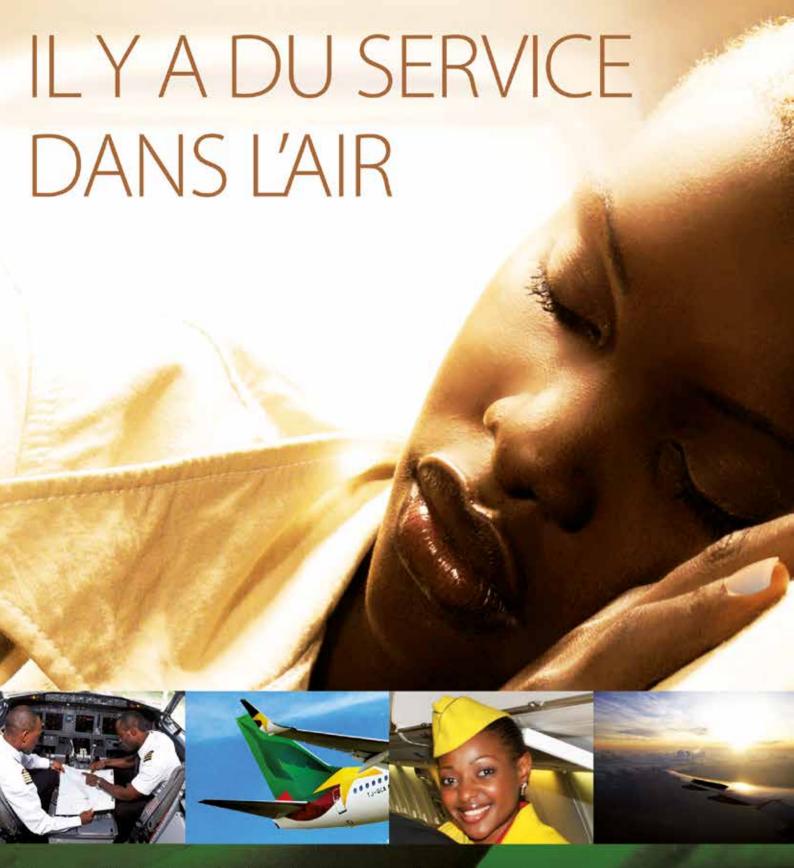
# STATE SO13 - N - 20 STATE SO1

RANDS CHANTIERS
AGRICULTURE
ENERGIE
MINES
INDUSTRIE
SERVICES
FINANCE

# Cameroun Nouvel eldorado des cimentiers

Cacao : Objectif 50 000 tonnes transformées Douala : Paul Biya fait d'une pierre deux coups



La valeur n'attend pas le nombre des années. 2 ans au compteur, un personnel hautement qualifié, des appareils régulièrement révisés, des valeurs , une vision, un sourire, l'étoile du Cameroun est bel et bien lancée sur sa trajectoire. Voyagez sereins, voyagez Camair-co.

Une nation, une compagnie, une étoile. Camair-co.

Camair-Co

Par Beaugas-Orain Djoyum

### L'horizon en béton



n Afrique centrale, dans les trois prochaines années, le Cameroun sera le principal producteur et exportateur de ciment, avec une capacité de production d'environ 5,5 millions de tonnes par an. Du moins, si tous les projets de construction d'usines de production de ciment sont concrétisés. Les indicateurs sur le terrain, notamment l'évolution des chantiers de certains, augurent des lendemains meilleurs. Même si l'on met de côté quelques projets qui tardent à se concrétiser, comme le projet d'extension du leader actuel du marché, le Français Lafarge, à travers sa filiale locale CIMENCAM qui, depuis près de 50 ans, domine le marché. Ce dernier n'a d'ailleurs devant lui que quelques mois encore pour exercer son leadership, tant le Nigérian Dangote Cement arrive à grande vitesse et affiche ses ambitions : un million de tonnes dès 2014 et une extension importante chaque année. Le Marocain Addoha (Cimaf) lui aussi arrive, et son chantier est déjà bien avancé. A noter également les ambitions de l'Allemand G Power Cement et du Sud-Coréen Afko Cement, Comment ne pas saluer l'initiative du Camerounais Emmanuel Bopda, le PDG d'Afrique Construction, qui s'est décidé à construire sa propre cimenterie, baptisée Boem Steel Industry? Tous investiront au total 219 milliards de francs CFA.

Avec ces projets, les grands chantiers comme celui du port en eaux profondes de Kribi n'auront plus besoin d'importer le ciment de Chine. Et le Cameroun, plaque tournante de l'Afrique centrale, sera le principal carrefour d'approvisionnement en ciment pour les pays voisins. Plus encore, comme le reconnaissent les experts, les cimentiers figurent parmi les employeurs les plus importants du monde. Un plus pour les jeunes Camerounais. Soit. La disponibilité du ciment permettra non seulement aux investisseurs qui sont au Cameroun et à ceux qui envisagent de s'y installer de mener la construction de leurs immeubles avec des matériaux de construction de qualité et en quantité. Aussi, les Camerounais ordinaires auront en face une gamme variée de ciments, sans doute bon marché. Et c'est là le point culminant. Les prix doivent baisser. C'est ce qu'attendent les Camerounais. Les pouvoirs publics doivent veiller à cela. Car, nostalgiques sont-ils, ces hommes et femmes qui racontent comment ils achetaient un sac de ciment à 3800 francs CFA il v a encore quelques années. De nos jours, il faudrait débourser 5000 FCFA pour le même sac. Un vrai fardeau pour le Camerounais moyen qui veut construire une maison. Vivement que cela change. N'en déplaise à Lafarge, adieu le monopole, vive la concurrence!

### **INVESTIR AU CAMEROUN**

### Editeur

Mediamania Sàrl 6, rue du Léman 1201 Genève - Suisse

### **Directrice de la publication** Yasmine BAHRI-DOMON

Rédaction

Beaugas-Orain DJOYUM, Ayissi LE BEAU,
Mamadou CISSÉ, Muriel EDJO, Brice R.
MBODIAM, Dominique FLAUX.
www.agenceecofin.com

### Opérateur

Médiamania Sàrl
www.mediamania.pro
Maquette : Jérémie FLAUX,
Réalisation web : Christian ZANARDI,
Corrections : Xavier MICHEL
Régie publicitaire
Mediamania Sarl, Genève
Regiamin FLALIX

Benjamin FLAUX Tél +41 78 699 13 72 benjamin.flaux@mediamania.pro

Gratuit - Ne peut être vendu

Au Cameroun
Albert MASSIMB
almassimb@yahoo.fr
Tel:00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98
Impression
Rotimpres, Aiguaviva, Espagne
Distribution Cameroun
Albert MASSIMB

almassimb@yahoo.fr Tel :00 237 94 66 94 59 ou 00 237 77 75 13 98

Novembre 2013 / N° 20 -3-

### **INVESTIR AU CAMEROUN**

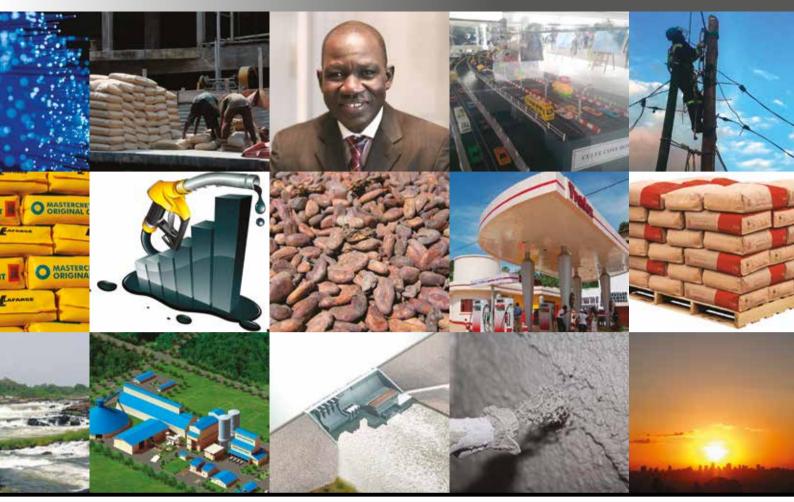


- 06 CASTING
- Infrastructures et énergie : le président Paul Biya fait d'une pierre deux coups
- 10 « Chaque pont, chaque route... est un pas de plus vers l'émergence »
- 10 « L'énergie est la reine de la bataille du développement et du progrès »
- 11 Ciment : une concurrence en béton annoncée sur le marché camerounais
- Historique : des pénuries répétées ont conduit à l'ouverture du marché
- CIMENCAM : la fin du monopole sur un air d'augmentation de la production
- Afko Cement : la partition coréenne sur le marché du ciment au Cameroun
- Dangote Industries : les premiers sacs annoncés au premier trimestre 2014

- CIMAF Cameroun : l'usine marocaine de Bonabéri est en phase de finition
- Cimenterie de Mintom : 3 millions de tonnes annuelles toujours attendues
- Cimenterie de Nomayos : bluff en béton du groupe Lafarge ?
- Boem Steel Industry : la 1ère initiative camerounaise n'est encore qu'un projet
- G-Power Cement : la seconde cimenterie de Limbé devrait livrer 800 000 tonnes dès 2015
- Luc Magloire Mbarga Atangana : « *Cet afflux de capitaux témoigne de l'attrait de la destination Cameroun* »
- Importations : les opérateurs mettent la pédale douce
- Cameroun : la subvention des produits pétroliers atteindra 420 milliards FCFA en 2013

-4- N° 20 / Novembre 2013

### **INVESTIR AU CAMEROUN**



- BRM : Le gouvernement impose 13 règles environnementales à CEW dans le projet de Lom Pangar
- **28** EDF, la SFI et Rio Tinto s'associent au Cameroun pour la construction d'une centrale de 400 MW
- AES quitte le Cameroun et cède ses parts à Actis pour environ 110 milliards FCFA
- Le droit de transit du pétrole tchadien au Cameroun passe de 195 à 618 FCFA le baril
- Le pétrole nigérien sera exporté à travers le pipeline Tchad-Cameroun
- Télécoms : le régulateur camerounais prépare la portabilité des numéros mobiles
- Camtel va déployer 4000 nouveaux kilomètres de fibre optique
- MTN Cameroun revendique 8,2 millions d'abonnés

- Cinq banques et un fonds de garantie au secours des PME camerounaises
- **31** Le délai de restructuration de la CBC prorogé pour la 2<sup>ème</sup> fois
- Cameroun : le gouvernement lance le projet de méga-complexe touristique de Yoyo
- La construction du port en eaux profondes de Limbe se précise
- Le Cameroun veut transformer 50 000 tonnes de cacao à la fin de la campagne 2013-2014
- La SOCAPALM table sur un résultat de 7,5 milliards FCFA en 2013
- **33** Cameroun : SAFACAM redoute un 2<sup>ème</sup> semestre 2013 « difficile »
- André Siaka nommé président par intérim du groupe panafricain Ecobank

Novembre 2013 / N° 20 -5-

# **CASTING**



### ALAIN NOËL MEKULU MVONDO



Le directeur général de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), Alain Noël Mekulu Mvondo, a lancé en novembre 2013 un processus de départs volontaires, afin de se séparer d'environ 1000 employés sur la période 2013-2017. Il sera question, précise-t-

on dans cette entreprise publique, d'encourager, au moyen de conditions de séparation très alléchantes, les départs de 250 employés chaque année. Selon Simon Meyanga, le chef de la cellule de communication de la CNPS, ces départs volontaires visent simplement à arrimer cette entreprise de sécurité sociale aux normes et standards internationaux. « La CNPS est obligée de s'arrimer à ces normes, qui prescrivent, par exemple, que les charges de fonctionnement de l'entreprise soient de 15%. La CNPS en est à 43% avec environ 3400 employés », explique-t-il.

### KARL OLUTOKUN TORIOLA



A en croire Karl Olutokun Toriola, le DG de MTN Cameroon, la mauvaise qualité de la connexion Internet commercialisée par cette filiale du géant sud-africain de la téléphonie mobile est le fait de « la technologie que le gouvernement nous autorise à utiliser, qui est la

deuxième génération (2G). Et cette politique a un impact sur la productivité des travailleurs, quels qu'ils soient », a-t-il affirmé dans une interview au quotidien gouvernemental Cameroon Tribune. Et ce dernier de poursuivre : « La 3G, qui est la plus répandue en Afrique, permettrait de résoudre ce problème et d'avoir des communications plus fluides. » C'est dans cette optique que, a annoncé Karl Toriola, MTN Cameroon « est actuellement en discussion avec le gouvernement pour l'obtention d'une licence 3G ».

-6- N° 20 / Novembre 2013



### MATHIEU MANDENG



Selon Mathieu Mandeng, le DG de la Standard Chartered Bank Cameroon, par ailleurs président de l'Association professionnelle des établissements de crédits du Cameroun (APECCAM), trois principales raisons, à savoir « la proximité, l'image et le coût », expliquent

le faible taux de bancarisation du pays, que l'on estime désormais à 13,8%, selon les derniers chiffres de l'APECCAM, contre environ 20% pour des pays comme le Gabon. A côté de ce taux de bancarisation encore très faible, le président de l'APECCAM confesse que « l'infrastructure bancaire au Cameroun est encore déséquilibrée », dans la mesure où « 85% des actifs et passifs sont gérés par des banques commerciales ». Pour inverser la tendance, Mathieu Mandeng en appelle au développement du « crédit-bail, de l'affacturage et de sociétés de capital risque ».

### LAURENT SERGE ETOUNDI NGOA



Le directeur pour l'Afrique de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), Inui Eiji, vient d'annoncer, au sortir d'une audience avec Laurent Serge Etoundi Ngoa, le ministre camerounais des PME, que le Japon travaille actuellement à la création au Cameroun

de centres de développement des PME. Selon ce dernier, le Cameroun est un terrain fertile au développement des PME, parce que le pays regorge d'importantes ressources naturelles et humaines. Inui EIji a, par ailleurs, déclaré qu'il souhaite voir de grosses firmes japonaises telles que Toyota, qui travaille beaucoup avec les PME, s'implanter au Cameroun, dès que ces centres seront opérationnels. Reconnues comme principaux moteurs de la croissance économique, les PME constituent 90% des entreprises recensées au Cameroun.

### EMMANUEL NGANOU DJOUMESSI



D'après le communiqué ayant sanctionné un conseil de cabinet du gouvernement camerounais tenu le 31 octobre 2013 à Yaoundé, le ministre de l'Economie Emmanuel Nganou Djoumessi a révélé que « le budget d'investissement public (BIP) franchira en 2014 le cap de

30% de l'enveloppe globale du budget de l'Etat », contre 25% en 2013. Pendant plusieurs années, les bailleurs de fonds internationaux et les analystes ont toujours fait le reproche au gouvernement camerounais de consacrer l'immense majorité de son budget annuel aux dépenses de fonctionnement, jugées inaptes à catalyser une croissance économique forte et durable. En réaction à ces récriminations, l'Etat du Cameroun, depuis au moins deux ans, augmente progressivement le BIP, qui ne dépassait pas souvent 15% de l'enveloppe budgétaire globale.

### **KAREL DE GUCHT**



Le commissaire européen chargé du Commerce, Karel De Gucht, a effectué une visite au Cameroun du 12 au 13 novembre 2013. Le diplomate européen, selon un communiqué publié par la Commission européenne depuis Bruxelles, avait pour but d'encourager

« les progrès sur les accords de libre-échange et sur la facilitation du commerce ». L'arrivée de M. Karel De Gucht au Cameroun est intervenue après le lancement, le 8 novembre 2013 à Douala, du Programme d'appui à l'amélioration de la compétitivité de l'économie camerounaise (Pacom), financé par l'UE. Avec pour but de « permettre de faire face aux besoins d'accompagnement du gouvernement camerounais dans la mise en œuvre de l'accord d'étape de l'Accord de partenariat économique (APE) signé le 15 janvier 2009 entre l'Union européenne et le Cameroun », souligne l'UE.

Novembre 2013 / N° 20 -7-

# Infrastructures et énergie : le président Paul Biya fait d'une pierre deux coups



Les 14 et 15 novembre 2013, le chef de l'Etat camerounais a lancé à Douala les travaux de construction du 2ème pont sur le Wouri et inauguré la première usine de traitement de gaz naturel du pays.

800 mètres de long, 2 km de voies de raccordement, une largeur de 25 mètres, cinq voies routières et deux voies ferroviaires. Telles sont les principales caractéristiques du second pont sur le fleuve Wouri, révélées par le chef de l'Etat camerounais lui-même au cours de la cérémonie de pose de la première pierre de cette infrastructure qu'il a présidée le 14 novembre 2013 à Douala, la capitale économique du pays.

« Le pont actuel n'était plus à même de supporter le trafic en constante augmentation. Il était urgent d'en construire un autre pour fluidifier les échanges entre les rives du fleuve Wouri », a précisé le président Biya. Couplé aux travaux de construction des pénétrantes est et ouest de la ville de Douala, le second pont sur le Wouri, selon Paul Biya toujours, « va permettre de rendre la traversée de notre métropole économique plus rapide et d'assurer la compétitivité de nos entreprises ». Tout en émettant le vœu que l'esthétique de cet « ouvrage d'art fasse sa réputation au-delà de nos frontières », le chef de l'Etat a précisé que l'ancien pont, âgé de plus de 40 ans, « sera dédié aux piétons et aux deux roues », une fois le second livré en septembre 2016, au bout de 44 mois de travaux, dont 36 pour la construction proprement dite.

Selon le ministre des Travaux publics, Patrice Amba Salla, ce chantier contribuera à la dynamisation de l'économie camerounaise, notamment à travers le recrutement de 95% des employés (550 emplois au total) localement et l'utilisation des matériaux achetés sur place. Financé par l'AFD à hauteur de 110 milliards de francs CFA, cet ouvrage réclamé par les opérateurs économiques depuis au moins vingt ans sera construit par l'entreprise Sogea Satom, qui s'est mise en groupe-

**-8-** N° 20 / Novembre 2013

ment avec d'autres entreprises. Il s'agit de Lavigne Chevron, Eiffage, Greisch et Soletanche Bachi.

### LOGBABA MET LES PLEINS GAZ

Après les berges du fleuve Wouri le 14 novembre, le président Paul Biya a mis le cap le 15 novembre 2013 sur l'usine de traitement du gaz naturel de Logbaba-Ndogpassi, construite dans cette banlieue de la capitale économique du Cameroun. « L'énergie est la reine de la bataille du développement et du progrès. Et cette bataille, nous allons la gagner », a promis l'homme du 6 novembre 1982, juste avant de couper le ruban symbolique marquant l'ouverture officielle de la toute première unité de traitement de gaz naturel du pays, que le ministre de l'Energie, Basile Atangana Kouna, a d'ailleurs présenté comme étant « une grande première dans toute l'Afrique subsaharienne ». Tout en remerciant les responsables de la société Rodeo Developement Ltd, dont il a apprécié « à leur juste valeur les investissements réalisés dans le champ gazier de Ndogpassi », le chef de l'Etat camerounais a indiqué que ce projet aura des « effets positifs aux plans économique, technologique et social, pour les populations et les entreprises de la ville de Douala».

L'unité de traitement du gaz naturel de Logbaba-Ndogpassi est le fruit d'un partenariat public-privé, notamment entre la Société Nationale des Hydrocarbures (SNH) et l'entreprise Rodeo Developement Ltd, filiale de la Britannique Victoria Oil & Gas. Depuis le mois de janvier 2012, à travers un pipeline long de 16 km, cette unité de traitement du gaz naturel livre son produit à 18 entreprises industrielles dans la capitale économique du Cameroun. Investissement d'un montant total de 50 milliards de francs CFA, cette unité de traitement du gaz naturel, qui a généré 100 emplois directs, revendique une capacité de production journalière d'environ 1,4 million de m³. Les responsables de Rodeo Developement Ltd envisagent par ailleurs de forer de nou-







veaux puits dès 2014, et d'accroître ainsi la production, comptant sur des réserves actuellement estimées à 11 milliards de m³ de gaz.

« Ainsi, vous le constatez, nous avançons. Prudemment mais résolument, dans le domaine de l'énergie, comme dans d'autres domaines », a fait remarquer le chef de l'Etat camerounais à Ndogpassi, en citant pêle-mêle les projets énergétiques en cours dans le pays : construction des barrages de Lom Pangar, Memve'élé, Mékin, des centrales à gaz de Kribi, Natchigal, etc.

Brice R. Mbodiam

Novembre 2013 / N° 20 -9-

### **DIXIT PAUL BIYA**

### « Chaque pont, chaque route... est un pas de plus vers l'émergence »

- « (...) La construction du deuxième pont sur le Wouri fait partie des grandes infrastructures visant à faciliter les transports à travers notre pays. Complétée par l'aménagement des entrées est et ouest de Douala, elle permettra de rendre la traversée de notre métropole économique plus facile et plus rapide et ainsi, en gagnant du temps, de contribuer à la compétitivité de nos entreprises.
- (...) L'état de notre réseau routier a longtemps été un handicap pour notre économie. Il a été sensiblement amélioré au cours des dernières années. Je saisis l'occasion pour vous confirmer que d'autres travaux routiers d'importance vont être entrepris à bref délai.
- (...) Et ce n'est là qu'une partie de notre programme de construction



d'infrastructures indispensables à la modernisation de notre pays. Sans y revenir en détail, je rappellerai les ouvrages en voie de réalisation ou en projet dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement de notre façade maritime à Kribi ou à Limbé, des constructions scolaires et universitaires, sanitaires et de l'immobilier social.

Chaque pont, chaque route, chaque

hôpital, chaque école, chaque logement est un pas de plus vers la modernité et, au bout du compte, vers l'émergence. Cet objectif vital que nous nous sommes fixé ne concerne pas que le gouvernement. Il est l'affaire de tous. (...) Construisons ensemble, quels que soient les obstacles, un pont vers un meilleur avenir pour notre pays. (...) »

### « L'énergie est la reine de la bataille du développement et du progrès »

- « (...) Je vous l'ai souvent dit, l'énergie se situe au cœur de tout processus de développement. Sans elle, il ne peut y avoir d'industrie, ni de transformation de matières premières, et donc, pas d'économie moderne. C'est pourquoi j'ai mis la question de l'énergie au centre de notre politique des "Grandes Réalisations".
- (...) La construction des barrages de Lom Pangar, Memve'ele, Mekin, montre bien que ce programme est en voie de réalisation. L'aménagement hydroélectrique du cours de la Sanaga viendra compléter ce dispositif. Quant à la valorisation de notre potentiel gazier, il est encore en cours dans la région de Kribi. L'activité de la société Rodeo à Ndogpassi se situe bien dans cette perspective.

C'est le lieu pour moi de saluer la participation du partenaire britannique, la Victoria Oil and Gas PLC



qui, à travers sa filiale camerounaise Rodeo Development Limited, s'est associée à nos efforts pour développer notre secteur énergétique. Je compte sur cette dernière pour assurer, en liaison avec les autorités et les populations riveraines, un impact socioenvironnemental adéquat et une offre d'emplois raisonnable.

(...) Ainsi, vous le constatez, nous avançons. Prudemment mais résolu-

ment, dans le domaine de l'énergie, comme dans d'autres domaines, les routes, le secteur minier mais aussi l'éducation et la santé.

Il fut un temps où l'on disait que l'infanterie était la reine des batailles. Aujourd'hui, l'on pourrait dire, en paraphrasant la formule, que l'énergie est la reine de la bataille du développement et du progrès. Ensemble, cette bataille, nous allons la gagner. »

# Ciment : une concurrence en béton annoncée sur le marché camerounais

Après presqu'un demi-siècle de monopole du groupe Lafarge, pas moins de sept cimenteries sont actuellement en construction ou alors en phase de projet au Cameroun. Cette ouverture du marché suit non seulement l'évolution de la courbe de la demande nationale, mais est aussi en droite ligne des contraintes du libéralisme économique, qui finit toujours par imposer ses règles dans un monde moderne. Ainsi donc, dès le premier trimestre 2014, les consommateurs camerounais de ciment auront le plaisir de goûter à autre chose, en dehors du célèbre CPJ35 des Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM), dont les professionnels du BTP, les commerçants et les Camerounais tout court, connaissent presque toutes les saveurs. Bonnes ou mauvaises.

La Nigériane Dangote Cement et

la Marocaine Ciments de l'Afrique (CIMAF), les deux projets de cimenteries les plus avancés, sont les principaux artisans de ce nouveau jour qui s'apprête à se lever sur le marché du ciment au Cameroun. Entre janvier et mars 2014, ces deux opérateurs africains, qui tutoient désormais les plus grands et les plus anciens du secteur du ciment, devraient ajouter un peu plus d'un million de tonnes au million et demi de tonnes de CIMENCAM. Diversifiant ainsi une offre jusqu'ici figée.

Mais ces deux opérateurs, malgré leurs projets d'extension respectifs, n'auront pas encore réussi à satisfaire une demande qui est très rapidement passée de 1,3 million de tonnes en 2008 à 2,5 millions de tonnes en 2010, pour se situer aujourd'hui, selon les statistiques du

Ministère de l'industrie, à 8 millions de tonnes. Considération prise de la position géographique du Cameroun, qui est la mamelle nourricière des six pays de la zone Cemac, mais surtout des projets structurants en cours dans ce pays revendiquant plus de 40% du tissu économique de cet espace communautaire. D'où l'importance des autres projets de construction de cimenteries, dont la concrétisation a pris du retard. Ce dossier fait le tour d'horizon de tous ces projets, en gestation ou en cours d'achèvement, pour en dresser l'état des lieux, et explorer les opportunités économiques qu'ils recèlent pour le Cameroun, pays qui s'apparente désormais à un véritable eldorado pour les cimentiers du monde entier. Bonne lecture.

Brice R. Mbodiam

-11-Novembre 2013 / N° 20

# Historique : des pénuries répétées ont conduit à l'ouverture du marché

Pendant 48 ans, et malgré les projets de construction de cimenteries envisagés par des opérateurs économiques, CIMENCAM, filiale du groupe français Lafarge, a régné sur le marché camerounais du ciment. Avant d'être rattrapée par certaines réalités.

Entre 2006 et 2008, les Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM), filiale locale du groupe français Lafarge, le leader mondial des matériaux de construction, ont donné du fil à retordre au gouvernement camerounais. Tout commence en 2006, avec des pénuries sporadiques du ciment dans les grandes métropoles du Cameroun, notamment Douala et Yaoundé. Alors que le ciment disparaît des étals des quincailleries, CIMENCAM pointe un doigt accusateur vers les transporteurs du produit, dont de nombreux camions ne sont plus chargés à l'usine de Bonabéri, dans la banlieue de la capitale économique du Cameroun, à cause de leur état jugé défectueux.

Selon CIMENCAM, qui lorgne déjà vers une hausse des prix, selon des sources autorisées, l'entreprise s'est lancée dans un projet d'augmentation de la sécurité aussi bien à l'usine qu'en matière de transport de ses produits. D'où la réduction du parc de camions autorisés à être chargés à l'usine de Bonabéri afin d'approvisionner les villes du pays. Une concertation entre les responsables de la société cimentière, leader du marché camerounais et même en Afrique centrale, permet cependant de lever cette mesure d'interdiction de transporter le ciment qui frappe certains partenaires de CIMEN-CAM, de même qu'un moratoire leur est accordé pour remettre leurs véhicules en état.

Pendant quelques semaines, le ci-



qu'elle était d'environ 1.3 million de tonnes en 2007, la demande nationale en ciment est aujourd'hui estimée à 2,5 millions de tonnes. Le Ministère de l'industrie la projette cependant déjà à 8 millions de tonnes avec le lancement des projets structurants actuellement en cours au Cameroun.

ment revient sur les étals, mais disparaît quelques temps après. Le pic est atteint à partir du mois de mai 2006, période au cours de laquelle, apprend-on à l'époque, la capitale camerounaise ne parvient plus à recevoir ses 100 tonnes de ciment par jour. Cette fois-ci, les distributeurs sont accusés de siphonner les cargaisons destinées au marché local, pour exporter une bonne partie vers la Guinée équatoriale, où les prix sont plus rémunérateurs. CI-MENCAM n'échappe pas non plus à cette accusation de privilégier le marché équato-guinéen, au détriment du marché camerounais.

### PRODUCTION INSUFFISANTE

La situation va s'aggraver au point où le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga

Atangana, va effectuer une descente à l'usine CIMENCAM de Bonabéri pour toucher du doigt la réalité de la production. Le constat est cinglant : face à une demande de plus en plus croissante, la production annuelle d'environ un million de tonnes du leader du marché du ciment au Cameroun, qui est par ailleurs en situation de monopole dans le secteur, ne parvient plus à satisfaire une demande estimée à environ 1,3 million de tonnes. La direction générale de CIMENCAM est presque sommée d'effectuer des importations en urgence afin d'empêcher le durcissement de la pénurie, et d'éviter des remous sociaux. Dans la foulée, un programme d'approvisionnement de la capitale du pays est arrêté. Luc Magloire Mbarga Atangana lui-même, ainsi que ses collaborateurs, deviennent pendant plusieurs semaines des convoyeurs et contrôleurs des cargaisons de ciment en provenance de Douala pour la ville de Yaoundé et ses environs, ainsi que les régions de l'Est et du Sud. Il est question de s'assurer que les sacs destinés à l'approvisionnement des distributeurs de la capitale ne sont pas détournés de leur destination finale à des fins de spéculation. Le stratagème fonctionne pendant un moment, puis les pénuries refont surface. Nous sommes déjà en 2007.

Cette fois-ci, CIMENCAM passe aux aveux : l'entreprise fait parvenir au gouvernement une proposition d'augmentation du prix du sac de 50 kg de ciment, qui passerait alors de 4500 à 4800 FCFA. Motif : l'augmentation des coûts de production de la société, d'environ 40% depuis un an, apprend-on, ne permet plus d'envisager l'activité de production du ciment avec sérénité. Une hausse des prix de 7% est donc, selon les responsables des Cimenteries du

Cameroun, la seul bouée de sauvetage pour que la filiale camerounaise du groupe Lafarge ne fasse pas banqueroute.

### **BRAS DE FER**

Refus catégorique du gouvernement camerounais, qui invoque « la conjoncture actuelle, marquée par la baisse du pouvoir d'achat des populations », tranche le ministre du Commerce. Ce dernier est convaincu que seule la concertation peut conduire à « une solution équilibrée et mutuellement avantageuse ». C'était au cours d'une réunion avec les responsables de CIMENCAM en mars 2007 à Yaoundé. Mais, apprend-on de bonnes sources, le cimentier multipliera les manœuvres dans les hautes sphères de l'Etat pour convaincre le gouvernement d'une hausse des prix, sur fond de pénurie de ciment et de rationnement des quantités mises en vente (un maximum de 20 sacs est autorisé par acheteur au dépôt de Yaoundé, par exemple).

Le cimentier
multipliera les
manœuvres dans les
hautes sphères de
l'Etat pour convaincre
le gouvernement
d'une hausse des
prix, sur fond de
pénurie de ciment et
de rationnement des
quantités mises en
vente.

De guerre lasse, CIMENCAM va unilatéralement annoncer une hausse du prix du sac de 50 kg de ciment à la mi-octobre 2007. La riposte du gouvernement ne se fera pas longtemps attendre. Un communiqué rendu public par le ministre du Commerce somme ausEn 2007, la situation s'aggravera au point où le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, effectuera une descente à l'usine CIMEN-CAM de Bonabéri pour toucher du doigt la réalité de la production.



sitôt l'entreprise de surseoir à cette augmentation des prix du ciment, et invite à nouveau CIMENCAM à la table des négociations. Mais ce bras de fer, visiblement, va occasionner une rupture des bans entre le pouvoir de Yaoundé et la filiale locale du groupe Lafarge. Surtout que, en février 2008, vont survenir les émeutes de la faim, dans un contexte marqué par les pénuries du ciment, une augmentation des prix des carburants et une hausse généralisée des prix dans les marchés du pays.

Au sortir d'un Conseil des ministres de crise organisé le 7 mars 2008, bien qu'il baisse le droit de douane sur le clincker (matière première pour la fabrication du ciment) importé par CIMENCAM, le chef de l'Etat, dans une série de mesures visant à lutter contre la vie chère, prescrit également des mesures incitatives au profit des opérateurs économiques, en vue de stimuler les importations de ciment sur le Cameroun, L'ouverture du marché du ciment vient d'être lancée. Avec, en prime, ce qui s'apparente à un règlement de comptes avec le DG de CIMENCAM, Jean-Pierre Le Boulicaut, qui continue d'exiger une hausse du prix du ciment au gouvernement, malgré la baisse des tarifs douaniers sur le clincker.

### UN DG LIMOGÉ SUR INSTRUCTION DU CHEF DE L'ETAT

Dans ce contexte de frictions entre le leader du marché du ciment et le gouvernement, une lettre signée le 29 août 2008 par le secrétaire géné-

ral de la présidence de la République d'alors, Laurent Esso, est révélée le 24 septembre 2008 par le quotidien privé Mutations. Ce courrier confidentiel est adressé au ministre de l'Industrie de l'époque, Badel Ndanga Ndinga, avec ampliation au nouveau PCA de CIMENCAM, Pierre Moukoko Mbonjo, qui a remplacé Emmanuel Nganou Djoumessi. Ce dernier, souffle une source dans les services du Premier ministre, aurait lui-même payé de son poste le prix de son soutien à la filiale de Lafarge, dans le bras de fer contre le gouvernement autour de la hausse du prix du ciment. « J'ai l'honneur de vous demander, sur hautes instructions du chef de l'Etat, de bien vouloir faire appliquer les dispositions règlementaires pertinentes, afin de remplacer Monsieur Jean-Pierre Le Boulicaut, dont le contrat est arrivé à expiration », écrit Laurent Esso. C'est sur ces entrefaites que Ravi Iver arrive à la tête de CIMENCAM le 20 décembre 2008.

Ce remplacement est intervenu quelques heures seulement avant la cérémonie d'inauguration du BK5, le nouveau broyeur qui a permis de faire passer la production d'un million à 1,6 million de tonnes. Soit 300 000 tonnes de plus que la demande nationale à cette époque, demande actuellement estimée à 2,5 millions de tonnes, mais que le Ministère de l'industrie projette déjà à 8 millions de tonnes avec le lancement des projets structurants actuellement en cours au Cameroun. Parmi ces projets, la construction de plusieurs nouvelles cimenteries.

Brice R. Mbodiam

Novembre 2013 / N° 20 -13-

# CIMENCAM : la fin du monopole sur un air d'augmentation de la production

Depuis que la filiale du groupe Lafarge a installé son nouveau broyeur (BK 5), elle revendique une production totale de 1,6 million de tonnes par an. Officiellement, 7% de cette production sont exportés vers des pays voisins du Cameroun, tels que le Tchad et la République Centrafricaine.

Les Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM) figurent parmi les entreprises qui ont marqué l'histoire du pays en 2008, avec la mise

on parle d'une production journalière de 85 à 90 000 sacs de ciment, contre 60 à 75 000 sacs auparavant. En ajoutant à ce chiffre la production actuelle de 50 000 sacs par jour de l'ancienne ligne de fabrication, l'entreprise produit ainsi près de 150 000 sacs de ciment chaque jour. Ce volume était jugé suffisant pour gérer sans tensions le marché national jusqu'en 2011. C'est-à-dire avant le lancement des grands projets d'infrastructures dans le pays. Par ailleurs, toujours dans le cadre Dans l'ensemble, plus de 500 personnes ont contribué à la réalisation de ce projet historique, qui est venu mettre un terme au problème de pénurie et de spéculations qui a jalonné le secteur cimentier durant l'année 2008. L'autre retombée, non des moindres, a été le recrutement de 50 nouveaux employés.

CIMENCAM, créée en 1963 et unique producteur national jusqu'ici, est le leader du marché du ciment au Cameroun, au Tchad avec Cimentchad et en Afrique cen-



en service de leur nouvelle ligne de fabrication du ciment, un projet qui a coûté 30 milliards FCFA au groupe Lafarge, l'actionnaire majoritaire de l'entreprise. Appelée techniquement BK 5 (broyeur clinker n°5), cette nouvelle ligne de fabrication a été inaugurée le 20 décembre 2008. Le projet ayant été lancé le 20 novembre 2006. Après des études diverses, le chantier proprement dit a démarré le 23 novembre 2007 par la pose de la première pierre.

Le BK 5 a augmenté la production annuelle de CIMENCAM de 600 000 tonnes. Ce qui a permis à cette entreprise de porter ses capacités de 1 à 1,6 million de tonnes de ciment par an. En termes de sacs,

Le BK 5 avait augmenté en 2008 la production annuelle de CIMEN-CAM de 600 000 tonnes, portant les capacités de l'entreprise de I à I,6 million de tonnes de ciment par an.



de son programme de développement, CIMENCAM envisageait à l'horizon 2011-2012 d'augmenter sa production par la mise en place d'une nouvelle ligne de production à l'usine de Figuil, dans la région du Nord. Ce qui devait permettre de porter la capacité de production de cette unité de 180 000 tonnes actuelles à un million de tonnes.

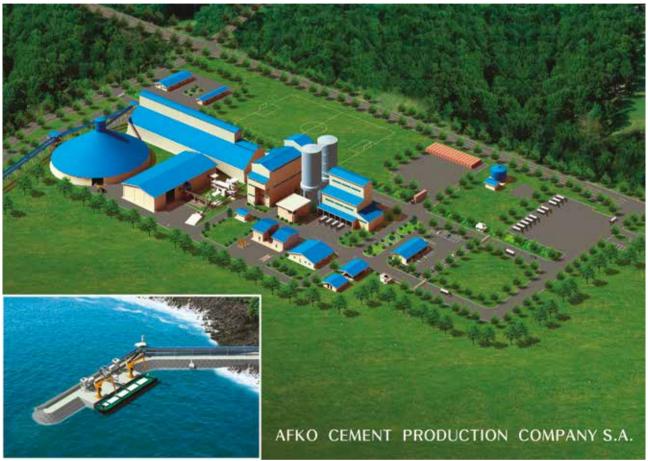
La concurrence arrive 48 ans après Le BK 5, qui pèse 104 tonnes, a été positionné en mai 2008 sur un berceau près de ses massifs. C'est également le cas du silo 11 de stockage de 5000 tonnes, ainsi que de la nouvelle ensacheuse, qui sont aussi opérationnels depuis cette année-là.

trale. Avec 500 employés, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 93 milliards FCFA en 2010. La filiale camerounaise du groupe Lafarge assure l'approvisionnement en ciment avec deux usines, Bonabéri et Figuil, et un réseau de dix dépôts, avec une capacité annuelle de 1,6 million de tonnes. La géographie du capital de CIMENCAM se présente comme suit : Lafarge 55%, Etat du Cameroun 43%, personnel de CIMENCAM 2%. L'entreprise, qui existe depuis 48 ans, d'ici quelques mois, sera face à plusieurs concurrents de taille. Après un monopole cinquantenaire.

Hervé B. Endong

-14-

### Afko Cement : la partition coréenne sur le marché du ciment au Cameroun



Après de nombreux blocages, une seconde cérémonie de pose de la première pierre de cette usine coréenne a eu lieu en juin 2013 à Limbe. Production attendue : 800 000 tonnes au départ.

Afko Cement Production Company a démarré la construction de son usine de production de ciment à Limbe le 10 juin 2013 à la faveur de la pose de la première pierre effectuée par Fuh Calistus Gentry, le secrétaire d'Etat auprès du ministre des Mines, de l'Industrie et du Développement technologique (Minmidt). Ce dernier était accompagné, pour l'occasion, de Cho June Hyuck, l'ambassadeur de la République de Corée au Cameroun. L'investissement, qui s'élève à plus de 30 milliards FCFA, est destiné à produire entre 800 000

et un million de tonnes de ciment par an, une fois que l'usine sera entrée dans sa phase de production. Promue par un consortium constitué de Coréens et de Singapouriens, Afko Cement est située précisément à une dizaine de kilomètres de la ville de Limbe, dans la localité de Nguema, et doit être associée au futur port en eaux profondes de Limbé. Question bien entendu de faciliter l'importation de la matière première par la cimenterie. A terme, le chantier prévoit aussi de générer directement quelque 100 emplois, et environ 300 autres indirectement. La mise en œuvre de ce projet n'a pourtant pas été de tout repos. En 2008, Ephraïm Inoni, le Premier ministre de l'époque, avait déjà procédé à la pose de la première pierre pour l'édification de cette usine. Mais, Afko
Cement
est l'un
des tout
premiers
projets de
cimenterie au
Cameroun,
à l'ère du
monopole
de CIMENCAM.

après, plus rien ne s'était passé et le site devant l'abriter avait même ensuite été abandonné... Avant cette nouvelle pose de la première pierre par le secrétaire d'Etat au Ministère des mines et de l'industrie.

Afko Cement, apprend-on, est l'un des tout premiers projets de cimenterie au Cameroun, à l'ère du monopole de CIMENCAM, filiale locale du groupe français Lafarge. Les premières discussions entre les investisseurs coréens et certains partenaires camerounais, d'une part, et les autorités publiques camerounaises d'autre part, avaient, pendant un moment, conduit à la projection de l'entrée en activité effective de l'usine en juin 2010.

**Julien Chongwang** 

Novembre 2013 / N° 20 -15-

# Dangote Industries : les premiers sacs annoncés au premier trimestre 2014

D'après la direction générale du groupe Dangote, les travaux de construction de la cimenterie du milliardaire nigérian au Cameroun sont déjà exécutés à plus de 60%. Malgré de nombreuses péripéties.

Depuis l'onction obtenue finalement du président de la République du Cameroun, Paul Biya, après une opposition des chefs Sawa, qui revendiquaient la paternité du site octroyé au milliardaire nigérian sur les berges du Wouri, à Douala, le groupe Dangote a mis les bouchées doubles. Ce vendredi 4 octobre 2013, le chantier fourmille d'activi-

que de recevoir les couches de peinture. Le site s'est véritablement transformé. Mais aucun responsable ne veut parler. « Nous ne pouvons vous donner aucune information. Il faut vous référer à notre service de communication, qui est habileté à vous donner tous les détails relatifs à ce projet », confie le responsable des ressources humaines. D'après le service de la communication, actuellement basé au siège du groupe au Nigeria, les travaux sont exécutés à un peu plus de 60%. « Toutes les structures de ce projet sont en cours d'exécution et seront achevées bientôt. Nous espérons que d'ici le premier trimestre 2014, compartiments. Cet investissement intègre un projet d'autonomie en matière d'énergie, par le biais de l'installation de groupes électrogènes. De façon spécifique, cette société vise la production d'un ciment composé de 60% de clinker, 35% de cendre volcanique ou de pouzzolane achetées localement, et 5% de gypse. « Le projet répond à souhait à l'option gouvernementale de promotion de l'industrie, dont la stratégie sous-sectorielle est la transformation



tés. Plusieurs ingénieurs de Sinoma International, l'entreprise chinoise qui construit cette cimenterie, sont à pied d'œuvre. Aux côtés d'une vingtaine d'ouvriers camerounais appartenant aux entreprises sous-traitantes. Des engins vont et viennent. Au centre de l'immense chantier, on peut apercevoir une gigantesque grue. C'est elle qui facilite la construction des broyeurs qui, apprend-on, est dans sa phase terminale.

Les travaux de construction des bâtiments administratifs sont quasi achevés. Ces bâtiments n'attendent *l'usine devrait être achevée* », confie un responsable de ce service. Pour lui, si tout marche bien, les premiers sacs de Dangote sortiront de l'usine entre janvier et mars 2014.

### SUR LES TRACES DE L'USINE D'IBESE AU NIGERIA

Le coût de l'usine de Douala est évalué à un peu plus de 52 milliards FCFA. Aliko Dangote compte commencer d'abord par un broyeur d'une capacité de production annuelle de 1,2 million de tonnes, avant de poursuivre quelques semaines plus tard avec les autres « Nous travaillerons à Douala comme nous le faisons à Ibese. Notre objectif, c'est de toujours progresser dans la production », a indiqué Sunday Adondua

« Cette proposition arrive au bon moment. dans la mesure où le Cameroun vient de lancer l'exécution des grands projets structurants port en eaux profondes de Kribi, barrages hydroélectriques, autoroutes, 2<sup>ème</sup> pont sur le Wouri. entre autres. »

des matières premières locales, pour créer plus de valeur ajoutée et d'emplois », avait indiqué Badel Ndanga Ndinga, le ministre de l'Industrie, au moment de la pose de la première pierre.

Aliko Dangote souhaite que Dangote Industries Cameroon Limited suive les traces de son usine d'Ibese, au sud-ouest du Nigeria. Selon les

ingénieurs nigérians, les infrastructures modernes de la cimenterie d'Ibese, avec par exemple un point de chargement de camions permettant à 18 camions de charger en même temps, permettront à cette cimenterie du groupe Dangote de doubler sa production annuelle à court terme. « Nous travaillerons à Douala comme nous le faisons à Ibese. Notre objectif, c'est de toujours progresser dans la production », a indiqué Sunday Adondua, directeur adjoint en charge de la production à la cimenterie d'Ibese, au cours d'une visite de presse en septembre 2012. Située dans l'Etat d'Ogun, cette cimenterie s'étend sur une superficie de 2000 hectares et a une capacité de production annuelle de 5 millions de tonnes, soit pratiquement le cumul des productions de toutes les cimenteries annoncées au Cameroun.

### FIN DU MONOPOLE

Le Cameroun est le troisième pays en Afrique centrale, après le Gabon et le Congo, dans lequel le groupe nigérian dépose ses valises. L'ouverture de l'usine de Douala mettra fin au monopole de CIMENCAM, et beaucoup y voient déjà plusieurs avantages. C'est le cas des associations de défense des droits des consommateurs. « L'ouverture d'une deuxième cimenterie va diversifier l'offre, et surtout créer une situation de concurrence, et donc forcément une baisse du prix du produit de ce matériau de construction, dont les prix restent étrangement élevés », commente un responsable d'une association de protection des consommateurs. Ce même sentiment d'optimisme était partagé par le ministre camerounais du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, au lendemain de la pose de la première pierre de ce chantier, en septembre 2011. « Cette proposition arrive au bon moment, dans la mesure où le Cameroun vient de lancer l'exécution des grands projets structurants – port en eaux profondes de Kribi, barrages hydroélectriques, autoroutes, 2ème pont sur le Wouri, entre autres - qui nécessitent l'utilisation d'énormes auantités de ciment dans le cadre de la mise en œuvre de la politique des grandes ambitions

seconde du pays, après les Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM) du groupe français Lafarge. Mais le

« L'ouverture d'une deuxième cimenterie va diversifier l'offre, et surtout créer une situation de concurrence, et donc forcément une baisse du prix du produit de ce matériau de construction, dont les prix restent étrangement élevés », commente un responsable d'une association de protection des consommateurs.

> du chef de l'Etat, et dans la perspective de faire du Cameroun un pays émergent à l'horizon 2035 », avait-il commenté.

### PLUS DE 600 EMPLOIS DIRECTS

Sur le volet consacré aux ressources humaines, le milliardaire nigérian emploie environ 1500 personnes pour les travaux de construction de sa cimenterie à Douala. Il compte employer 200 personnes lors du démarrage des activités de

projet a connu un retard justifié par les « difficultés d'implantation ». La principale difficulté restant liée aux revendications de certains chefs traditionnels Sawa, qui exigeaient la délocalisation du projet du site actuel, réservé, d'après eux, aux festivités du Ngondo, la fête traditionnelle du peuple Sawa. Il a fallu l'intervention du chef d'Etat camerounais Paul Biya pour lever ce verrou, derrière lequel certains observateurs du landernau économique camerounais n'ont pas hésité à



II a fallu

tion du

verrou.

leguel

économique



la cimenterie Dangote sur les berges du Wouri, et plus de 600 employés un à deux ans après l'ouverture de l'usine. Sans compter les emplois indirects.

C'est en principe en décembre 2013 qu'étaient attendus les premiers sacs de cette cimenterie, qui sera la

voir la main du groupe Lafarge. Ce d'autant que ces mêmes chefs traditionnels avaient joyeusement assisté et béni la cérémonie de pose de la première pierre de cette nouvelle cimenterie, quelques mois auparavant. Avant de se rétracter.

Hervé B. Endong

-17-Novembre 2013 / N° 20

source interne.

du marché ».

### CIMAF Cameroun : l'usine marocaine de Bonabéri est en phase de finition

Selon les promoteurs, la chaîne de production et les bureaux, qui sont presque achevés, vont créer près de 200 emplois, pour une production initiale de 500 000 tonnes par an.

Le 19 mai 2012, le Premier ministre, Philémon Yang, et le président du groupe marocain Addoha, Anas Sefrioui, procédaient, dans la zone industrielle de Bonabéri, à Douala, à la pose de la première pierre pour la construction de l'usine de Ciments de l'Afrique (CIMAF). La cérémonie s'était alors déroulée sur un terrain broussailleux et marécageux, difficilement praticable. Aujourd'hui, un an et demi après, le décor a complètement changé. D'une part, les marécages ont cédé la place à un terrain stable et praticable, où de gros camions vont et viennent à longueur de journée. « Nous avons de 90%, d'après les estimations de techniciens travaillant sur le chantier. Ces bâtiments sont entre autres le bloc administratif, le laboratoire, la salle de commande électrique et les constituants de la chaîne de production que sont le hall de stockage de la matière première, la ligne de transport, le broyeur, l'unité d'ensachage, etc. « Nous nous efforçons de mettre en place une usine qui respecte les règles de l'art et qui offre toutes les garanties de sécurité », indique un cadre de la société sous le couvert de l'anonymat. Ajoutant au passage que les équipements en cours d'installation sont fabriqués par l'Allemand Polysius, dont les machines « ont une bonne réputation à travers le monde entier ».

Forts de ce rythme d'avancement des travaux, les responsables de CIMAF Cameroun annoncent que l'usine entrera dans sa phase de CIMAF Cameroun devra employer, pendant sa phase d'exploitation, une main d'œuvre d'environ 200 personnes après en avoir utilisé près de 1000 autres au cours de sa période d'installation. L'entreprise, qui va importer sa matière première du Maroc, affirme que l'usine de Douala est « conçue selon les derniers standards de technologie, permettant entre autres le respect de

moment venu, apprend-on d'une

Investissement de 30 millions d'eu-

ros (environ 20 milliards FCFA),

Julien Chongwang



dû remblayer le sol avec plus de deux mètres d'épaisseur de pouzzolane », explique un ouvrier en service sur le chantier. L'on apprend d'ailleurs que cette opération de stabilisation du terrain a nécessité plus de temps que prévu, et a entraîné un « petit » retard que l'entreprise dit avoir rattrapé maintenant. D'autre part, la broussaille a été substituée par d'imposants bâtiments qui ont poussé du sol et qui affichent à ce jour un taux de réalisation de plus

production dès le début de l'année 2014. Elle mettra alors sur le marché ses premiers sacs de ciment pour une production annuelle de 500 000 tonnes. L'entreprise n'excluant pas la possibilité de porter plus tard cette performance à un million de tonnes. D'ailleurs, elle n'exploite pour le moment que 7 hectares de terrain sur les 10 hectares qui lui ont été concédés à Bonabéri ; les trois hectares restant devant permettre cette extension le

Forts de ce rythme d'avancement des travaux, les responsables de CIMAF Cameroun annoncent que l'usine entrera dans sa phase de production dès le début de 2014.

### DÉJÀ UNE PRÉSENCE SUR LE MARCHÉ

l'environnement, l'optimisation de

la consommation énergétique et la

production de ciment répondant aux

normes en vigueur et aux exigences

En attendant de terminer la construction de son usine de Douala et d'entrer dans sa phase de production, le groupe Addoha a tenu à marquer déjà sa présence sur le marché camerounais du ciment. C'est ainsi que depuis le début de l'année 2013, il distribue sur le marché local du ciment de marque Ciments de l'Atlas (CIMAT), avec la mention « produit au Maroc, distribué par CIMAF ».

Selon un cadre de la direction de CIMAF Cameroun, ce sont environ 15 000 tonnes de ce ciment de marque CIMAT qui sont ainsi introduites chaque mois au Cameroun. Cette source, qui a requis l'anonymat, indique que l'importation de ce ciment CIMAT ne s'arrêtera que lorsque l'usine de Douala sera opérationnelle.

-18- N° 20 / Novembre 2013

# Cimenterie de Mintom : 3 millions de tonnes annuelles toujours attendues

L'espoir de 500 emplois promis aux populations est en passe de tourner au vinaigre. Pourtant, cette unité de production serait devenue la seule du pays à jouxter un gisement de calcaire.

L'accord signé entre le ministre de l'Industrie, des Mines et du Développement technologique de l'époque, Badel Ndanga Ndinga, et la société chinoise CATIR pour implanter une unité d'extraction et de transformation du calcaire pour produire du clinker à Mintom, localité de la région du Sud-Cameroun, avait charrié beaucoup d'espoirs au sein des populations. Depuis lors, ce projet n'a connu aucune évolution sur le terrain. « Le site est toujours dans la broussaille. Personne ne nous donne l'information sur la réalisation de ce projet que le gouvernement nous a promis », explique un jeune originaire de Mintom au téléphone. Le projet devait générer entre 200 et 500 emplois. Une aubaine pour les populations locales, et même celles des autres régions du pays, qui avaient commencé à se ruer vers la petite bourgade du sud. Voici plus de cinq ans que cela dure. L'espoir d'hier est en passe de tourner en désillusion au sein des populations qui piaffent d'impatience.

Au Ministère de l'industrie, des mines et du développement technologique, difficile d'avoir la moindre explication sur le devenir de ce projet d'investissement qui était estimé à 45 millions de dollars, soit environ 23 milliards FCFA, pour une production d'1 à 3 millions de tonnes de ciment par an. « Les études de faisabilité et de marché avaient déjà été faites en 2008, et les résultats étaient favorables. Je crois que le projet devrait rebondir bientôt, une fois que le partenaire chinois et le gouvernement se seront



Une production d'I à 3 millions de tonnes de ciment par an.

entendus sur les dernières modalités pratiques. Avec les nombreux projets structurants qui s'installent dans la région du Sud, ce projet est plus que d'actualité », confie un cadre du Ministère des mines.

Le site de la cimenterie de Mintom s'étend sur une superficie de 7 km², avec une capacité de production de calcaire de l'ordre de 350 millions de m³, potentiellement exploitable pendant une durée de 30 ans. C'est le fruit de deux ans de fouilles menées sur le terrain par une équipe d'une vingtaine de chercheurs camerounais de l'Institut de recherches géologiques et minières (IRGM). Le rapport de ces études a pu établir une carte géologique précise du bassin sur la

base des données satellitaires et des travaux de levée de terrain. Malgré ces énormes potentialités dont dispose le site de Mintom, le projet de construction de sa cimenterie prend encore du retard. « Avec ce qui s'est passé sur le site du projet de construction du port en eaux profondes de Kribi (controverse autour des indemnisations, ndlr), je crois que c'est judicieux que le gouvernement prenne son temps pour éviter les contestations sur les indemnisations des populations riveraines. C'est un processus lent et complexe qui fait intervenir plusieurs administrations », explique pour sa part un cadre à l'IRGM.

Yaouba Djaligué

Novembre 2013 / N° 20 -19-

# Cimenterie de Nomayos : bluff en béton du groupe Lafarge ?



Depuis le 23 septembre 2011, date de la pose de la première pierre du chantier de construction de cette cimenterie située près de Yaoundé, la capitale politique du Cameroun, aucun ouvrier n'a été aperçu sur le site...

La cimenterie de Nomayos ne sera pas opérationnelle au premier semestre 2014, comme l'avait annoncé le président du conseil d'administration des Cimenteries du Cameroun (CIMENCAM), Pierre Moukoko Mbonjo, lors de la cérémonie de pose de la première pierre du chantier, le 23 septembre 2011. Sauf miracle, bien sûr. En effet, cette cérémonie reste jusqu'ici la seule réalisation de ce projet, depuis plus de deux ans. Après le balai fortement médiatisé des responsables de CIMENCAM, du groupe français Lafarge, actionnaire majoritaire de cette entreprise, et des membres du gouvernement dans le village

de Nkol Fone-Nomayos, le projet semble avoir été abandonné. Ainsi qu'a pu le constater l'agence Ecofin sur place, le site devant abriter l'usine est envahi par la broussaille. Tout comme la route créée pour les besoins de la cérémonie de pose de la première pierre. « Depuis septembre 2011, nous n'avons apercu aucun ouvrier sur le site. Actuellement, cet endroit est dans la broussaille. Pour permettre aux autorités de présider la pose de la première pierre, la route a été créée et cette dernière n'existe même plus », a confié un riverain de Nkol Fone-Nomayos. « Nous ne connaissons pas exactement ce qui se passe avec ce projet qui faisait déjà saliver les populations locales, puisque l'entreprise n'est plus jamais passée par là », ajoute notre source.

Seulement, les populations de Nkol Fone ne sont pas les seules à faire face à cette situation d'incertitude. Contacté une dizaine de fois

Nombreux sont ceux qui pensent qu'en septembre 2011 le lancement en grande pompe du projet de . Lafarge à Nomayos n'était au'une riposte communicationnelle. en rapport avec l'annonce de la pose de la première pierre de la cimenterie de Dangote à Douala.

par l'Agence Ecofin, le service de la communication de CIMENCAM a brillé par des faux-fuyants. « Nous n'avons pas d'informations à vous donner à ce sujet. Laissez-nous le temps de contacter le directeur général pour savoir si l'on peut parler de ce projet », a réagi un responsable de ce service, en promettant de revenir vers nous pour la conduite à tenir. Ce retour n'a jamais eu lieu. Malgré nos multiples relances. Même la présidence de la République, par courrier adressé au ministre de l'Industrie en 2012, et dont l'Agence Ecofin a pris connaissance, s'est interrogée sur le devenir de ce projet.

### DIFFICULTÉS FINANCIÈRES

D'après plusieurs analystes financiers, ce quasi-abandon du projet de Nomayos s'expliquerait par des difficultés rencontrées par le groupe français Lafarge. Comme le signalait il y a quelques mois l'agence Ecofin, qui reprenait ainsi des in-

formations relavées par les médias français, Lafarge est confronté à des difficultés financières, et le groupe est cité parmi les entreprises les plus endettées de la cote parisienne. « Le groupe a subi des révisions à la baisse de son bénéfice net par action attendu pour les deux prochains exercices. Affecté par la crise économique et ses conséquences sur le secteur de la construction, Lafarge a réalisé en 2009 un résultat net part du groupe en repli de 54% à 736 millions d'euros. Le résultat d'exploitation courant accusait une baisse de 30% à 2,477 milliards d'euros, tandis que le chiffre d'affaires déclinait de 17% à 15,8 milliards », apprend-on.

cimenterie de Nomayos était censée produire plus de 600 000 tonnes de ciment par an, afin de faire passer la capacité de production globale annuelle de CIMENCAM à 2,2 millions de tonnes de ciment dans ses trois unités de fabrication : Douala, Yaoundé et Figuil. Les travaux étaient supposés prendre fin au premier semestre 2014. « La création de cette nouvelle usine rentre dans le cadre de la stratégie de renforcement de sa présence sur le marché, afin de mieux faire face à l'augmentation continue de la demande nationale et sous-régionale en ciment », pouvait-on lire dans le communiqué de presse signé le 20 septembre

D'après plusieurs analystes financiers, ce quasi-abandon du projet de Nomayos s'expliquerait par des difficultés rencontrées par le groupe français Lafarge.

C'était 24 heures seulement après le lancement officiel des travaux de construction de la cimenterie du milliardaire nigérian Aliko Dangote sur les berges du Wouri, juste en face de l'usine CIMENCAM de Bonabéri. Aussi, nombreux sont ceux qui pensent aujourd'hui, au Cameroun, qu'en septembre 2011, le lancement en grande pompe du projet de Lafarge à Nomayos n'était qu'une riposte communicationnelle, une sorte de diversion en rapport avec l'annonce de la cérémonie de pose de la première pierre de la cimenterie de Dangote à Douala.

Hervé B. Endong



# **Boem Steel Industry : la 1<sup>ère</sup> initiative camerounaise n'est encore qu'un projet**

Il est porté par Emmanuel Bouopda, PDG d'Afrique Construction, qui veut passer de l'importation à la production du ciment. Mais la matérialisation du projet reste attendue, après la signature des documents y relatifs.

Boem Steel Industry (BSI). C'est le nom commercial de la cimenterie que compte implanter le Camerounais Emmanuel Bouopda à Douala. Il s'agit d'une station de broyage, nuel Bouopda et le ministre camerounais de l'Industrie, Emmanuel Bonde.

Ce vendredi 4 octobre 2013, sollicité par l'agence Ecofin, le PDG d'Afrique Construction a également brillé par le silence. « Qu'estce que vous voulez savoir ? Il n'y a rien à dire pour l'instant », a répondu Emmanuel Bouopda, rencontré dans son bureau à Douala. Rien donc à se mettre sous la dent officiellement au sujet de ce projet

Pour l'heure, Emmanuel Bouopda se contente de son statut d'opérateur majeur dans l'importation du ciment sur le Cameroun, à travers Afrique Construction, une chaîne de distribution de matériaux de construction.

qui répond aux mêmes caractéristiques que la station de broyage des Cimenteries du Cameroun (CI-MENCAM) de Bonabéri, apprendon. C'est la seule information technique obtenue pour l'instant de ce projet. Car ses initiateurs n'ont donné aucune autre information dans ce sens depuis la signature du cahier des charges relatif à la mise en œuvre de ce projet entre Emma-

dont les documents ont été paraphés en août 2012 et qui, selon de fiables indiscrétions, devait démarrer avant la fin de l'année 2012. En cette fin d'année 2013, les travaux de construction de cette cimenterie restent attendus. Pour des raisons qui ne sont pas connues officiellement

Mais, selon des sources crédibles, c'est un problème de site qui



Le Camerounais réussira-t-il à jouer sa partition dans le secteur de la cimenterie au Cameroun. aux portes duquel se bousculent déjà de acteurs venus de l'étranger ? plombe le projet. « A ma connaissance, ce projet tarde à démarrer parce que le promoteur n'a pas encore trouvé un espace portuaire pour

« A ma connaissance, ce projet tarde à démarrer parce que le promoteur n'a pas encore trouvé un espace portuaire pour construire la station », renseigne un proche du promoteur.

construire la station. Celle-ci doit être au bord du fleuve Wouri, comme c'est le cas de CIMENCAM, et dans le domaine portuaire. Cet espace n'a pas encore été trouvé », renseigne un proche du promoteur.

Pour l'heure, Emmanuel Bouopda se contente de son statut d'opérateur majeur dans l'importation du ciment sur le Cameroun, à travers Afrique Construction, une chaîne de distribution de matériaux de construction. Laquelle structure est d'ailleurs présentée comme étant le 2ème plus grand vendeur de ciment du pays, après CIMENCAM. Le Camerounais réussira-t-il à jouer sa partition dans le secteur de la cimenterie au Cameroun, aux portes duquel se bousculent déjà de gros acteurs venus de l'étranger ?

Hervé B. Endong

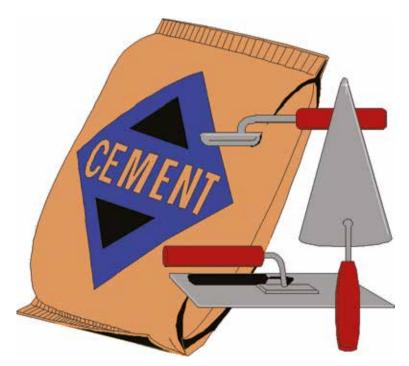
### G-Power Cement : la seconde cimenterie de Limbé devrait livrer 800 000 tonnes dès 2015

D'après le coordonateur du projet, Bernd Stiehl, l'usine aura une capacité de production d'un million de tonnes de ciment par an. La convention y relative a été signée le 15 février 2013 avec le gouvernement camerounais.

La pose de la première pierre de la cimenterie G-Power, fondée par des investisseurs suisses, a finalement eu lieu le 10 juin 2013 à Bakingili, et non plus en mars 2013, comme l'avait souhaité Bernd Stiehl, le coordonnateur de ce projet, lors de la signature de la convention d'investissement avec l'Etat du

la cérémonie que l'usine « produira le ciment nécessaire pour la construction du chemin de fer, des routes et d'autres projets d'infrastructures ». Le complexe de G-Power va s'étendre sur 6 hectares et procurera à terme environ 1000 emplois directs et indirects aux Camerounais. D'après Bernd Stiehl, l'usine aura une capacité de production initiale de 800 000 tonnes de ciment par an, et les premiers sacs sont attendus en principe dès 2015. Ce projet est soutenu par le gouvernement camerounais, qui a d'ores et déjà accordé à G-Power Cement des exonérations sur certaines mament a été paraphé côté camerounais par le ministre délégué aux Finances chargé du Budget, Pierre Titti, tandis que la société G-Power

Le complexe de G-Power va s'étendre sur 6 hectares et procurera à terme environ 1000 emplois directs et indirects aux Camerounais.



Cameroun. La cérémonie de Bakingili était présidée par Fuh Calistus Gentry, le secrétaire d'État au Ministère camerounais des mines de l'industrie et du développement technologique. Fuh Calistus Gentry a rassuré les populations présentes à

tières premières importées pour la fabrication du ciment. Pour rappel, la convention relative à la construction de cette cimenterie a été signée entre le gouvernement et la société G-Power Cement le 15 février 2013 à Yaoundé. Le docu-

G-Power Cement s'engageait à construire à Limbé, dans la région du Sud-Ouest, une cimenterie d'une capacité de production annuelle de 800 000 tonnes. extensible à un million de tonnes.

Cement était représentée par son directeur général, Bernd Stiehl. La cérémonie de signature était présidée par Philémon Yang, le Premier ministre. A travers cette convention, la société G-Power Cement s'engageait à construire à Limbé, dans la région du Sud-Ouest, une cimenterie d'une capacité de production annuelle de 800 000 tonnes, extensible à un million de tonnes.

Estimé à 30 milliards FCFA (plus de 45 millions d'euros), le coût de la cimenterie est entièrement financé sur fonds propres par G-Power Cement et ses actionnaires suisses, sur lesquels peu de détails ont été donnés. Tous les types de ciment y seront fabriqués pour répondre à une demande nationale en hausse de 8% par an. Ce projet est le 2<sup>ème</sup> du genre dans la cité balnéaire de Limbe (après Afko Cement), dont la construction du port en eaux profondes est à l'étude.

Hervé B. Endong

Novembre 2013 / N° 20 -23-

# Luc Magloire Mbarga Atangana : « Cet afflux de capitaux témoigne de l'attrait de la destination Cameroun »

Le ministre du Commerce apprécie le foisonnement de projets de cimenteries au Cameroun et relève les incidences économiques de cette métamorphose d'un secteur resté sous le monopole pendant 48 ans.

Investir au Cameroun : Au moins cinq projets de cimenteries sont en cours de finalisation au Cameroun, après plusieurs années de monopole d'un opérateur. Quelle appréciation faites-vous du boom actuel dans le secteur du ciment ?

Luc Magloire Mbarga Atangana: Vous connaissez ce principe scientifique qui veut que le besoin crée l'organe. Pour tous ceux qui, comme vous et moi, ont vécu la pénurie du ciment des années 2007/2008, il est clair que le boom des investissements dans ce secteur est une réponse logique au besoin exprimé par le marché. Pour ma part, je suis pleinement satisfait de cet afflux de capitaux, qui témoigne de l'attrait de la destination Cameroun et de la justesse de l'option de libéralisation dans cette filière stratégique, impulsée par le gouvernement, en exécution des très hautes directives du président de la République, Son Excellence Monsieur Paul Biya.

IC: Qu'est-ce qui, selon vous, a pu concourir à la persistance du monopole dans le secteur du ciment au Cameroun pendant tant d'années, et qu'est-ce qui a guidé l'ouverture dudit marché ces derniers temps? LMMA: Faut-il réellement parler de monopole dans cette filière? Que je sache, depuis que notre économie a été libéralisée en 1990, ni la production, ni l'importation du ciment n'est soumise à aucune autorisation spéciale des pouvoirs



publics. A mon avis, il y a un halo de présomptions et de tabous qui, pendant longtemps, ont inhibé l'esprit d'entreprise de nos compatriotes et les ont empêchés d'investir dans la commercialisation du ciment, au motif erroné que l'industrie locale bénéficierait de certaines protections occultes au niveau du gouvernement. L'ouverture du marché n'est pas un fait récent. Elle découle d'un changement de politique économique intervenu il y a plus de deux décennies, étant rappelé que le Cameroun est passé en 1990 du dirigisme au libéralisme.

IC: Il se dit que le gouvernement camerounais en avait assez des capacités de production limitées de l'unique opérateur, voire du chantage de ce dernier, qui a souvent été accusé, à tort ou à raison, de créer des pénuries pour obtenir une hausse du prix du produit...

LMMA : Ce genre de spéculations ne saurait résister à l'analyse critique. Je rappelle ici afin que nul ne l'ignore que l'Etat reste actionnaire de la société CIMENCAM à travers la SNI, et que son conseil d'administration est présidé par un haut commis de l'Etat nommé par le président de la République. Toute manœuvre de chantage serait donc vouée à l'échec. Plutôt que d'accabler la CIMENCAM, je pense au contraire qu'il conviendrait de rendre un hommage mérité à cette entreprise qui a accompagné notre pays dans la réalisation des grands chantiers infrastructurels, offrant de nombreux emplois à la jeunesse et valorisant certaines de nos matières premières, à l'exemple de la pouzzolane.

La fixation du prix du ciment, quant à elle, n'a jamais fait l'objet de marchandage. En effet, en matière d'homologation des prix, procédure à laquelle le ciment est soumis, l'administration valide les propositions de barèmes de prix sur la base des données objectives à lui fournies par les entreprises concernées.

IC : Ces cimenteries en cours de construction vont désormais garantir la disponibilité du ciment au Cameroun. Affichez-vous la même assurance en matière de qualité de ce matériau de construction, qui va abonder sur le marché camerounais? LMMA : Même dans le contexte où le marché était dominé par un opérateur, la qualité du ciment camerounais n'a jamais été prise à défaut ; a fortiori dans un environnement concurrentiel qui offre généralement l'avantage de diversifier les sources d'approvisionnement

le CEM2, dit ciment Portland composé, le CEM3, ou ciment des hauts fourneaux, le CEM4, qui regroupe les ciments pouzzolaniques dont fait partie le CPJ35 produit par la CIMENCAM, et le CEM5 ou ciment laitier.

IC: Est-il possible qu'avec la multitude de cimenteries qui vont voir le jour au Cameroun à partir de 2014, le prix de ce matériau de construction soit revu à la baisse ? Si oui, à quelle proportion, par exemple ? LMMA: Avant d'aborder la problématique de la baisse des prix, sans doute conviendrait-il de rappeler que le prix du ciment CPJ 35, fabriqué par la CIMENCAM, n'a pas bougé depuis 2008, et que le ciment importé, de variété 42.5, est passé

« Plutôt que d'accabler la CIMENCAM, je pense au contraire qu'il conviendrait de rendre un hommage mérité à cette entreprise qui a accompagné notre pays dans la réalisation des grands chantiers infrastructurels, offrant de nombreux emplois à la jeunesse et valorisant certaines de nos matières premières, à l'exemple de la pouzzolane. »

et de stimuler la capacité d'écoute des vendeurs face à leurs clients potentiels. Qui plus est, l'Etat a créé des structures de contrôle de qualité, à l'exemple de l'ANOR et du LABOGENIE, qui devraient en principe mettre le consommateur à l'abri de toute mauvaise surprise. Nous fondons l'espoir que l'avènement de nouveaux producteurs s'accompagne de la mise en consommation de multiples variétés de ciment, car à chaque type de ciment correspond un usage spécifique. Il convient de souligner à ce propos que la norme camerounaise a prévu cinq types de ciments : le CEM1, ou ciment Portland simple,

en quelques années de 7300 francs le sac de 50 kg en 2008 à 4800 francs aujourd'hui à Yaoundé. Cela dit, le prix du ciment est lié à l'évolution de plusieurs facteurs dont les plus significatifs sont le coût des matières premières, et singulièrement le clinker, et celui de l'énergie. Comme je l'ai dit plus haut, le prix du ciment est soumis à la procédure d'homologation préalable par l'administration, et le moment venu, nous nous attacherons toujours comme par le passé à promouvoir le juste prix dans cette filière.

IC: En dehors du prix, de la qualité et de la disponibilité du produit,

quelles autres attentes peuvent être celles du gouvernement et des opérateurs économiques camerounais en rapport avec ce foisonnement de cimenteries que le Cameroun s'apprête à vivre ?

LMMA: Du point de vue de mon département ministériel, les attentes que vous venez de formuler semblent fondamentales. Evidemment, comme le reste des Camerounais, nous attendons aussi de ces industriels la création de nombreux emplois et la pénétration des marchés extérieurs, qui pourraient alors absorber les excédents de la production nationale et assurer ainsi la survie de ces entreprises.

IC: La construction tous azimuts des cimenteries au Cameroun, pour ainsi dire, peut-elle sonner le glas des autorisations d'importation?

LMMA: Ce n'est pas à l'administration de spéculer sur le comportement futur des acteurs du jeu commercial. L'importation du ciment au Cameroun étant libre, je suppose que les opérateurs économiques concernés continueraient cette activité tant qu'ils y trouveraient un intérêt. Par ailleurs, la mission de mon département ministériel n'est pas d'encourager les importations de ciment. On produit pour vendre et non pour stocker. Le ciment étant un produit périssable, à quoi cela servirait-il de disposer de stocks massifs qui trouveraient difficilement preneur ? La priorité du gouvernement est d'assurer un approvisionnement régulier du marché dans des conditions de saine concurrence entre les différents protagonistes du marché, et subsidiairement, de protéger l'industrie locale en cas de pratique avérée de dumping de la part de ses concurrents. Je signale à toutes fins utiles qu'en raison de l'environnement concurrentiel actuel, même l'industrie locale ne produit plus à pleine capacité.

Propos recueillis par Brice R. Mbodiam

Novembre 2013 / N° 20 -25-

# Importations : les opérateurs mettent la pédale douce

Avec la production en hausse des Cimenteries du Cameroun depuis l'entrée en production d'un nouveau broyeur fin 2008, les importateurs semblent de moins en moins dynamiques sur le marché du ciment.

13 971 tonnes de ciment Portland, 17 322 tonnes « d'autres ciments hydrauliques », soit un total d'environ 31 317 tonnes. C'est, selon les statistiques de la Douane camerounaise, teurs semble avoir changé. Une observation de la liste des opérateurs communiquée par l'administration douanière révèle, par exemple, que de nombreux particuliers et des PME importent désormais du ciment – quoiqu'en faible quantité – aux côtés de gros distributeurs de matériaux de construction, à l'instar de Fokou, Cogeni et de la société Quifeurou, qui ont respectivement importé 347, 52 et 140 tonnes de ciment au 30 septembre 2013. Sur

La mise en service d'un nouveau broyeur par la filiale camerounaise du groupe Lafarge le 22 décembre 2008 a considérablement résorbé les pénuries jadis observées sur le marché camerounais.

la quantité de ciment importée sur le territoire camerounais entre janvier et septembre 2013. « Je suis très surpris par ces chiffres. En 2010, on avait pratiquement atteint les 200 000 tonnes d'importations. Mais malgré cette baisse des importations, vous pouvez constater que les tensions sur le marché du ciment au Cameroun relèvent désormais du passé », confie Valentin Mbarga Bihina, le directeur du Commerce intérieur au Ministère du commerce.

En effet, après la période faste des importations, c'est-à-dire entre mars et août 2008 avec la baisse ponctuelle des droits de douanes sur ce produit pour booster l'approvisionnement du marché camerounais en proie à des pénuries répétées, et la période 2009-2010, qui correspond aux travaux préliminaires et au démarrage effectif d'importants chantiers tels que le barrage de Lom Pangar et le port en eaux profondes de Kribi, les importations de ciment sur le Cameroun ont sérieusement ralenti. De même que la catégorisation des importace segment du ciment Portland, dont un total de 13 971 tonnes a été importé au cours des neuf premiers mois de l'année 2013, la palme d'or des importations, révèlent les chiffres de la Douane, revient à l'entreprise JD Distribution, avec 12 500 tonnes.

En ce qui concerne les ciments spéciaux, le hit-parade des importations hisse sur le podium deux principaux opérateurs. Il s'agit d'abord de CIMENCAM, qui a fait venir 7182 tonnes de « ciments hydrauliques » de l'étranger entre janvier et septembre 2013. Le leader du marché du ciment au Cameroun est cependant devancé, sur ce segment, par China Harbour Engineering Company (CHEC). L'entreprise chinoise adjudicataire du marché de construction du complexe industrialo-portuaire de Kribi a, en effet, importé 8028 tonnes de ces ciments spéciaux entre janvier et septembre 2013. Une fois de plus, des particuliers figurent sur la liste des importateurs de ces types de ciment, avec des quantités qui atteignent souvent 5 tonnes. Ces derniers pointent cependant loin derrière des entreprises du BTP comme Razel (26,4 tonnes), ou encore des sociétés pétrolières à l'instar de Perenco Cameroun, des industriels comme ALPICAM, ou encore des opérateurs chinois (Yan Chan Logone, Mission chinoise, etc.).

Bref, la mise en service d'un nouveau broyeur par la filiale camerounaise du groupe Lafarge le 22 décembre 2008 a considérablement résorbé les pénuries jadis observées sur le marché camerounais. Une nouvelle donne à laquelle semblent s'être arrimés les importateurs, lesquels pourraient davantage refroidir leur dynamisme sur le segment des importations du ciment avec l'entrée en activité prochaine de nouvelles cimenteries sur le territoire camerounais.

Brice R. Mbodiam

### QUELQUES IMPORTATEURS (JANV-SEPT 2013)

Ciment Portland **JD** Distribution 12 500 tonnes Cogeni 52 tonnes Ets Cic 28 tonnes Paint Cam 558 tonnes Maison DG 28 tonnes SIT Sarl 28 tonnes Quifeurou 140 tonnes Sté Fokou 347 tonnes Ste Rep et CCE 270 tonnes Union Trade 15 tonnes

Autres ciments hydrauliques

CIMENCAM 7182 tonnes
CHEC 8028 tonnes
Razel 26 tonnes
Ste MIRA Sarl 1080 tonnes
Yang Chang 8,7 tonnes
Placages du CAM 3,3 tonnes

Source: DGD MINFI

# GESTION PUBLIQUE

### Cameroun : la subvention des produits pétroliers atteindra 420 milliards FCFA en 2013



Au cours d'un conseil de cabinet tenu le 31 octobre 2013 à Yaoundé, le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, a révélé que « le poste budgétaire consacré à la subvention des prix des carburants atteindrait environ 420 milliards FCFA

en fin d'exercice, soit 4% du produit intérieur brut (PIB) ». L'on se souvient qu'à la suite d'une hausse des prix des produits pétroliers qui avait conduit aux « émeutes de la faim » en février 2008, le gouvernement camerounais a, depuis lors, décidé du gel des prix à la pompe. Ce malgré l'augmentation progressive du prix du baril du brut à l'international.

Ce blocage des prix veut que le gap entre le prix réel du produit raffiné obtenu à partir du brut importé et celui pratiqué à la pompe soit supporté par le gouvernement, via la Société Nationale de Raffinage (SONARA). Cette entreprise publique, depuis ces années-là, croule sous le poids d'un manque à gagner qui atteint déjà 200 milliards de francs CFA, selon des sources autorisées. Depuis 2012, le FMI a suggéré au gouvernement camerounais de supprimer ces subventions. Une posture que ne partagent pas nombre d'organisations de la société civile, et même des regroupements patronaux tels que le GICAM, ce dernier subordonnant la suppression de la subvention à la mise en place de certaines mesures d'accompagnement clairement proposées au gouvernement.

Selon les statistiques de la Caisse de Stabilisation des Prix des Hydrocarbures (CSPH), cette subvention, qui est projetée à 420 milliards FCFA cette année, était seulement de 145 milliards FCFA en 2010, contre 300 milliards en 2012.

# BRM : Le gouvernement impose 13 règles environnementales à CEW dans le projet de Lom Pangar

Au cours d'un échange avec la presse le 28 octobre 2013 à Yaoundé, le ministre de l'Environnement, Pierre Hélé, a déclaré que « beaucoup d'efforts ont été faits » dans le respect des règles environnementales par la CEW, l'entreprise chinoise qui construit le barrage de Lom Pangar, dans la région de l'Est. Cependant, a révélé Pierre Hélé, 13 recommandations ont été faites à cette entreprise afin de corriger les manquements au respect de certaines règles environnementales déjà relevés par les bailleurs de fonds, et principalement la Banque mondiale, au cours d'une descente sur le terrain au mois de juin 2013. Ces recommandations, a-t-on appris, concernent la gestion des déchets,



le traitement des eaux usées et l'amélioration des conditions de vie dans la cité des ouvriers engagés sur le chantier. Concrètement, il s'agira d'améliorer le système de collecte, de transport et de traitement des déchets ; d'analyser les eaux usées et d'envoyer les résultats au Ministère de l'environnement; de tenir à jour le registre des déchets dangereux; d'améliorer l'assainissement dans la cité des ouvriers...

Novembre 2013 / N° 20 -27-

### **EDF**, la SFI et Rio Tinto s'associent au Cameroun pour la construction d'une centrale de 400 MW



L'Etat camerounais, Electricité de France (EDF), la Société financière internationale (SFI) et le groupe canadien Rio Tinto ont signé le 8 novembre 2013 à Yaoundé un accord pour le développement du projet de construction du barrage hydroélectrique de Natchigal, dans la région du Centre. Cet investissement, d'un montant total de 400 milliards FCFA, a-t-on appris, va permettre d'accroître la production énergétique au Cameroun grâce à 400 MW d'électricité supplémentaire à produire par la centrale de Natchigal, qui sera construite

sur le fleuve Sanaga.

A la construction de cette infrastructure énergétique est étroitement lié le projet d'extension de l'usine de la société Aluminium du Cameroun (ALUCAM), la filiale locale du géant canadien Rio Tinto. En effet, ALUCAM, consommatrice de près de la moitié de l'électricité actuellement produite au Cameroun, ambitionne de faire passer sa production annuelle d'aluminium de 90 000 à 300 000 tonnes. Il est également prévu la construction d'une raffinerie d'aluminium à Kribi, dans la région du Sud.

### **AES quitte le Cameroun** et cède ses parts à **Actis pour environ** 110 milliards FCFA



La nouvelle qui, jusque-là, était donnée au conditionnel, est désormais officielle. L'Américain AES, qui est coté sur le New York Stock Exchange, a annoncé le 7 novembre 2013 avoir cédé la totalité de ses activités au Cameroun au fonds d'investissement britannique Actis, pour la somme de 220 millions de dollars, soit environ 110 milliards de francs CFA. « Nous sommes convaincus qu'avec sa vision durable et sur le long terme, Actis poursuivra les investissements dans le domaine de l'infrastructure électrique au Cameroun et continuera de s'appuyer sur les équipes locales pour la conduite des affaires », a déclaré Andrés Gluski, le PDG de la firme américaine.

L'accord concerne la totalité des actifs d'AES au Cameroun, et englobe ainsi, outre AES Sonel, les filiales Kribi Power Development Corporation (KPDC) et Dibamba Power Development Corporation (DPDC). camerounais, les officiels, qui ont contractuellement un délai de 90 jours pour se prononcer sur cette transaction, n'ont pas encore réagi. Cependant, cette transaction survient dans un contexte où le pays doit faire face à de gros défis énergétiques, avec une demande difficilement comblée par l'offre.

Si AES se dit « fière » du bilan de ses douze années passées au Cameroun, cet avis n'est pas largement partagé, notamment par certains acteurs de la société civile qui pensent que le groupe américain n'est pas parvenu à donner la réponse énergétique qu'on était en droit d'attendre de lui.

### Le droit de transit du pétrole tchadien au Cameroun passe de 195 à 618 FCFA le baril

Le gouvernement camerounais et la Cameroon Oil Transportation Company (COTCO), l'entreprise qui gère le pipeline Tchad-Cameroun côté camerounais, ont signé le 29 octobre 2013 à Yaoundé un avenant à la convention d'établissement de COTCO qui revalorise le droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais. Ce droit de transit passe ainsi de 195 francs Cfa (0,41 dollar) le baril à 618 francs Cfa (1,30 dollar) le baril, permettant ainsi à la partie camerounaise de tirer plus de revenus de l'exploitation de l'oléoduc Tchad-Cameroun. C'est depuis 2010 que le gouvernement camerounais avait annoncé son intention de renégocier ce droit de transit. Mais les dernières négociations, apprend-on, se sont déroulées en présence de la partie tchadienne, entre le 7 février et le 1er août 2013.

L'idée de renégocier le droit de transit du pétrole tchadien sur le territoire camerounais à travers le pipeline Tchad-Cameroun découle d'un constat : trois années seulement après la mise en service de l'oléoduc en 2003, profitant de l'embellie des cours mondiaux du pétrole brut, le consortium Exxon Mobil-Petronas-Chevron Texaco avait déjà réussi à rembourser des dettes de plus de 2400 milliards FCFA contractées auprès de bailleurs de fonds pour la réalisation de ce gigantesque projet. Dans le même temps, le Cameroun se contentait de revenus annuels moyens de 6 milliards

FCFA, au titre du droit de transit du pétrole tchadien. A titre d'illustration, entre le 1er janvier et le 15 mai 2013, le Trésor public camerounais n'a encaissé que 2,3 milliards FCFA pour avoir vu transiter sur son territoire 10,4 millions de barils de pétrole tchadien, selon les statistiques officielles.

Dans les prochains mois, apprend-on du Comité de pilotage et de suivi des pipelines (CPSP), la Britannique Griffiths et la China Petroleum vont également évacuer leurs productions au Tchad grâce au pipeline Tchad-Cameroun, contribuant ainsi à procurer un peu plus de ressources financières au Trésor public camerounais

Brice R. Mbodiam

# Le pétrole nigérien sera exporté à travers le pipeline Tchad-Cameroun

Foumakoye Gado, le ministre nigérien de l'Energie et du Pétrole, et le ministre camerounais des Mines, Emmanuel Bonde, ont signé le 30 octobre 2013 à Yaoundé un accord bilatéral fixant les conditions de transit du pétrole nigérien en terre camerounaise à travers le pipeline Tchad-Cameroun. « La production du Niger n'est pas très importante. Dans un premier temps, il s'agit de 60 000 barils par jour, et il fallait, pour la valoriser, choisir le chemin le plus court, qui va nécessiter les investissements les moins coûteux. Il se trouve qu'avec le pipeline Tchad-Cameroun, il nous suffira de construire un pipeline d'à peu près 600 km pour faire la jonction », a expliqué le ministre nigérien.

Les autorités camerounaises et nigériennes, apprend-on, souhaitent que les détails financiers, techniques et écono-



miques de cet accord soient finalisés au plus vite, au cours des négociations qui vont se poursuivre entre le Cameroun, le Tchad et le Niger. Mais a priori, in-

diquent des sources autorisées, le droit de transit du pétrole nigérien sur le sol camerounais devrait être au moins le même que celui du pétrole tchadien.

Novembre 2013 / N° 20 -29-

# TELECOMS

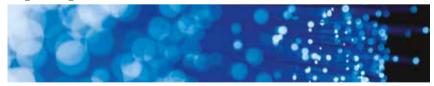
# Télécoms : le régulateur camerounais prépare la portabilité des numéros mobiles

Jean-Louis Beh Mengué, le directeur général de l'Agence de régulation des télécommunications (ART) du Cameroun, vient de rendre public un communiqué portant « avis de consultation international pour la fourniture, l'installation et l'exploitation d'une base de données centralisée, en vue de la gestion de la portabilité des numéros mobiles au Cameroun ». Cet avis de consultation, qui est lancé « pour le compte des opérateurs de réseaux mobiles au Cameroun », à savoir MTN et Orange, apprend-on, est en droite ligne de la loi de 2010 régis-

sant les communications électroniques au Cameroun, et du décret du 14 juin 2012 fixant les conditions de portabilité des numéros mobiles au Cameroun.

Les soumissionnaires, qui doivent s'assurer d'avoir « déjà réalisé une prestation similaire dans au moins trois pays dans le monde, dont un en Afrique », sont invités à déposer leurs offres au plus tard le 7 décembre 2013 à la cellule des marchés de l'ART. Le dépouillement desdites offres est prévu pour le 21 janvier 2014 dans la salle des réunions de cette agence de régulation à Yaoundé.

# Camtel va déployer 4000 nouveaux kilomètres de fibre optique



Grâce à la caution et à la garantie du gouvernement camerounais, le directeur général de la Standard Chartered Bank Cameroun, Mathieu Mandeng, et le directeur général de la Cameroon Telecommunications (CAMTEL), David Nkotto Emane, ont conclu le 13 novembre 2013 à Yaoundé un accord de prêt d'un montant total de 3 milliards de francs Cfa. Au cours de la cérémonie à laquelle a pris part le ministre des Finances, Alamine Ousmane Mey, l'on a

appris que ce financement va permettre l'extension du réseau à fibre optique du pays, grâce à la construction de 4000 nouveaux kilomètres de cette infrastructure de pointe.

Le Cameroun dispose actuellement de 6000 km de fibres optiques. Les 4000 km supplémentaires à construire, en plus de ce crédit de la Standard Chartered Bank, ont déjà bénéficié d'un prêt de 99 milliards de francs CFA d'Eximbank of China.

### MTN Cameroun revendique 8,2 millions d'abonnés



L'opérateur de téléphonie mobile MTN Cameroun revendique le nombre de 8,2 millions d'abonnés au second trimestre 2013. MTN dit avoir également enregistré une croissance de 30,9% des abonnés Mobile Money. C'est Sifiso Dabengwa, le président directeur général du groupe, qui a dévoilé ces chiffres le 24 octobre 2013, lors de la présentation des résultats financiers de la multinationale des télécommunications à Johannesburg.

Au Cameroun, apprend-on, MTN a augmenté sa base d'abonnés de 7%, tout en maintenant, devant Orange Cameroun, ses parts de marché estimées à 58,1%. Ce qui permet à cet opérateur de consolider sa place d'opérateur leader au Cameroun. Son succès, MTN l'attribue à la large gamme d'offres de bonus, à la gestion efficiente de la base de clients inactifs et à l'amélioration du canal de distribution. A côté de ces résultats, Karl Olutokun Toriola, le DG de MTN Cameroon, a révélé que « le Cameroun vient d'être désigné, pour la 2ème année consécutive, meilleure filiale du groupe pour son engagement social ». « MTN Cameroon est désormais, à côté du Nigeria, de l'Iran, de l'Afrique du Sud et du Ghana, l'une des filiales de référence du groupe MTN », a-t-il ajouté.

### Cinq banques et un fonds de garantie au secours des PME camerounaises

Le 29 octobre 2013, le président du Groupement interpatronal du Cameroun (GICAM), André Fotso, a procédé à la signature d'un protocole d'accord pour le financement et l'accompagnement des PME camerounaises, avec un pool de cinq banques et un fonds de garantie. Il s'agit d'Afriland First Bank, de la SG Cameroun, d'Ecobank, de BGFI, de la BICEC et de l'African Guarantee Fund. Grâce à ce protocole d'accord, fruit d'une initiative du GICAM visant à permettre aux entreprises camerounaises de financer leurs projets de modernisation et d'extension, dans l'optique de pouvoir bénéficier de la nouvelle loi portant incitations à l'investissement privé, des lignes de crédits d'un montant total de 50 milliards de francs CFA seront ouvertes en faveur des PME. Ces crédits garantis à 50% par African Guarantee Fund, a appris l'agence Ecofin de sources proches du dossier, seront octroyés à des taux d'intérêt de 10%, soit 8% pour la banque et 2% pour le fonds de garantie susmentionné. L'échéance de remboursement de ces concours financiers oscillera entre 18 mois et 5 ans, apprend-on.

En plus du financement, indiquent nos sources, les bénéficiaires des appuis financiers dans le cadre de ce projet pilote initié par le GICAM vont bénéficier de formations sur des modules de base tels que la gestion des projets, et surtout d'un accompagnement devant leur per-



mettre d'accéder aux incitations prévues dans la loi du 13 avril 2013, qui prévoit diverses exonérations allant de cinq à dix ans, au profit d'entreprises remplissant certaines conditions.

# Le délai de restructuration de la CBC prorogé pour la 2<sup>ème</sup> fois



Le ministre camerounais des Finances, Alamine Ousmane Mey, a signé le 12 novembre 2013, à titre de régularisation, un arrêté prorogeant de trois mois le délai de la mise en œuvre du plan de restructuration de la Commercial Bank of Cameroun (CBC), à compter du 14 août 2013. Calculette en main, cette dernière prorogation s'est mathématiquement achevée le 14 novembre 2013. Il s'agit de la seconde prorogation, après celle intervenue le 17 juin 2013 qui rallongeait ce délai de grâce jusqu'au mois d'août 2013.

La CBC est un établissement de crédit créé par le milliardaire camerounais Victor Fotso. Il a été placé sous administration provisoire depuis 2009 à cause des indélicatesses constatées dans la gestion de cette banque à capitaux majoritairement camerounais. Il s'agit notamment de la dilapidation de ses fonds propres et du volume important des crédits compromis, le tout imputé à des manœuvres d'Yves-Michel Fotso, le fils de l'actionnaire majoritaire de la banque.

Novembre 2013 / N° 20 -31-

# MFRASTRUCTURES

# Cameroun : le gouvernement lance le projet de méga-complexe touristique de Yoyo

Un site de 10 000 hectares, 1000 milliards de francs CFA d'investissements, 250 000 emplois pendant la phase d'installation et 120 000 pendant la phase d'exploitation... Voilà quelques chiffres révélés au terme de la réunion du 30 octobre 2013 du Comité interministériel de pilotage du projet de construction du méga-complexe économique et touristique de Yoyo, près de Mouanko, dans la région du Littoral au Cameroun.

Ce comité de pilotage, présidé par le ministre de l'Economie, Emmanuel Nganou Djoumessi, a prescrit au préfet du département de la Sanaga-Maritime, Abate Edi'i, de rassurer les populations installées sur le site de ce projet sur l'effectivité des indemnisations le moment venu. Le même comité, apprend-on, a également décidé d'ouvrir le financement de ce gigantesque complexe, qui sera « progressivement construit », à d'autres investisseurs à travers des par-



tenariats public-privé. A ce stade, seule Ruwaad Holdings, filiale de Dubai 9 Group dirigée par Hayan Merchant, est associée à ce projet. Dubai 9 Group est un fonds d'investissement spécialisé dans les infrastructures de tourisme et de divertissement de classe internationale. Depuis 2009, cette société a signé avec le gouvernement camerounais une convention de développement de ce projet et un pacte d'actionnaires pour la constitution de la Cameroon International Project Company (CIP), la société de gestion du projet en cours de création.

### La construction du port en eaux profondes de Limbe se précise

Le ministre camerounais des Transports, Robert Nkili, et le directeur général de la Limbe Port Industrial Development Corporation (LIPID), le Sud-Coréen Jeawon Lee, ont signé le 1er novembre 2013 à Yaoundé un protocole d'accord pour la construction du port en eaux profondes de Limbe, dans la région du Sud-Ouest du Cameroun. Selon le Ministre Nkili, ce protocole d'accord constitue une « avancée » dans ce projet, dont « les études sont en train d'être finalisées ». Le port en eaux profondes de Limbe, a précisé ce membre du gouvernement camerounais, sera un port cimentier, qui intègre le projet de construction d'une cimenterie dans cette partie du pays, par la société de joint-venture camerouno-coréenne Afko. Mais, en plus de permettre les importations des matières premières rentrant dans la production du ciment pour Afko, voire des cimenteries déjà existantes ou encore en chantier sur le territoire camerounais, le port en eaux profondes de Limbe devrait également permettre d'exporter les produits des entreprises agroalimentaires du département du Moungo (dans la région du Littoral) et de la région du Sud-Ouest. Grâce à sa proximité avec le Nigeria, cette infrastructure à construire dans

la partie anglophone du Cameroun devrait également permettre de booster les échanges avec ce pays, d'où proviennent 58% des importations camerounaises, selon une étude de la représentation locale de la Banque mondiale. Cette infrastructure portuaire, apprend-on, sera construite sur le modèle BOT (Build-Operate-Transfert). Financé à 70% par la Coréenne LIPID et à 30% par l'Etat du Cameroun, le port en eaux profondes de Limbe devrait coûter environ 400 milliards de francs CFA, si l'on s'en tient aux chiffres contenus dans le rapport de l'étude de faisabilité présenté à Yaoundé en 2009.

# NDUSTRE

### Le Cameroun veut transformer 50 000 tonnes de cacao à la fin de la campagne 2013-2014



Selon le ministre du Commerce, Luc Magloire Mbarga Atangana, le Cameroun devrait transformer localement 50 000 tonnes de cacao à la fin de la campagne 2013-2014. Ceci représentera le double de la quantité actuellement transformée par le pays, qui tourne autour de 25 000 tonnes. Pour y parvenir, le pays compte sur de nouvelles unités de transformation qui se sont implantées dans le pays, et qui participeront aux efforts déjà menés par les opérateurs existants tels que la Société Industrielle de Commercialisation des Cacaos (Sic Cacaos) et les Chocolateries du Cameroun (CHOCOCAM).

Parmi ces nouvelles unités de transformation, l'on cite la Cameroon Investment Company, filiale de la Marocaine Compagnie Chérifienne, de Totchoco et de la Ferme agropastorale de Ma'anmeyi, deux structures à capitaux camerounais. « On nous annonce pour bientôt une autre unité à Douala, qui transformera 15 000 tonnes de cacao », affirme le ministre Mbarga Atangana. Cette annonce survient dans un contexte où le pays exporte en grande partie les 230 000 tonnes de fèves qu'il produit annuellement. Au Cameroun, 5ème producteur mondial de cacao, la production du cacao représente 28% de la valeur totale des exportations non pétrolières du pays, mais participe pour seulement 2% au PIB.

### La SOCAPALM table sur un résultat de 7,5 milliards FCFA en 2013

Le chiffre d'affaires de la Société Camerounaise de Palmeraies (SOCAPALM), entreprise cotée à la Douala Stock Exchange (DSX), a culminé à 28,3 milliards de francs CFA au premier semestre 2013, progressant de 18% par rapport à la même période en 2012, selon un communiqué récemment rendu public par l'entreprise. Cette performance, la SOCAPALM l'explique par « une augmentation de la production et de l'achat des régimes (+22% et +14%) et, par voie de conséquence, une progression de la production d'huile de palme brute (+19%) et d'amandes de palmistes (+17%) ». « Notre chiffre d'affaires annuel devrait être proche de 41 milliards de francs CFA », souligne la SOCAPALM, qui table également sur un résultat avant impôts de 7,5 milliards FCFA à fin décembre 2013.

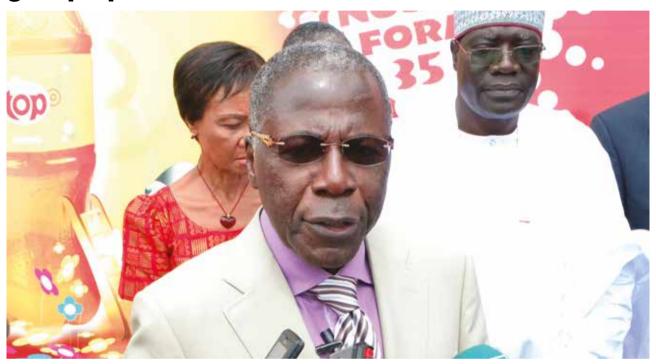
# Cameroun : SAFACAM redoute un 2<sup>ème</sup> semestre 2013 « difficile »

« Le second semestre 2013 devrait être plus difficile que le premier. Sur le marché de l'huile de palme, même si les prix sont maintenus, la baisse habituelle de la production en fin d'année ne permet pas d'envisager une activité aussi soutenue qu'au premier semestre. » C'est ainsi que Yanick Vernet, le DG de la Société Africaine Forestière et Agricole du Cameroun (SAFA-CAM), projette cette société à la fin du second semestre 2013. Pourtant, révèle le compte-rendu des activités de cette société cotée à la Douala Stock Exchange (DSX), le premier semestre 2013 a été marqué par des résultats satisfaisants. En effet, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires en progression de 20%, à 7,8 milliards de francs CFA, contre 6,4 milliards FCFA l'année dernière. Cette performance, apprend-on, est la conséquence « de meilleures productions en début d'année ». La même évolution vers la hausse est observée sur le résultat des activités ordinaires, en augmentation de 12% par rapport à 2012.

Novembre 2013 / N° 20 -33-

### Le leader du mois

# André Siaka nommé président par intérim du groupe panafricain Ecobank



A l'issue d'un conseil d'administration d'Ecobank Transnational Incorporated (ETI) tenu le 29 octobre 2013 à Accra, au Ghana, le Camerounais André Siaka a été nommé au poste de président du conseil d'administration par intérim de ce groupe bancaire panafricain. Cette nomination fait suite à la démission, présentée et acceptée le même jour, de Kolapo Lawson, qui occupait ce poste depuis 2009.

En effet, depuis le mois d'avril 2013, ce banquier nigérian était au centre d'une crise de gouvernance qui avait éclaté à la tête du groupe Ecobank. L'arrivée d'André Siaka à la présidence de cette institution bancaire devrait donc contribuer à apporter un peu d'accalmie à la tête de ce groupe bancaire. « En tant qu'administrateur d'Ecobank Nigeria, d'Ecobank Togo et d'ETI pendant plus de vingt ans, il a apporté une contribution vraiment exceptionnelle à cette grande entreprise panafricaine. Nous lui adressons nos

très sincères remerciements pour son ardeur au travail et son engagement, son leadership et sa bonne compagnie », a déclaré André Siaka dans une logique d'apaisement, s'adressant à Kolapo Lawson au nom du conseil d'administration.

### UNE AMBITION DANS LE BTP

Avant sa nomination intervenue le 29 octobre 2013, M. Siaka occupait déjà le poste de vice-président d'ETI depuis 2009. Diplômé de la promotion 1974 de Polytech Paris, André Siaka est, depuis 25 ans, DG des Brasseries du Cameroun, filiale du groupe Castel, poste qu'il quittera au mois de janvier 2014. Selon le magazine panafricain Jeune Afrique, l'ancien patron des patrons camerounais prendra alors la présidence de Systèmes d'Informations Brasseries Castel (Sibraca Afrique), une filiale gérant l'ensemble des systèmes informatiques des entreprises du groupe français sur le continent. Aux dires de certains de ses proches, même s'il a fait toute sa carrière professionnelle (36 ans) dans l'industrie brassicole, André Siaka a toujours caressé le rêve de devenir banquier. Sexagénaire révolu, l'ancien employé de la Société Générale à Paris voit à nouveau son rêve d'enfance lui tendre la main, puisque beaucoup le voient déjà être confirmé au poste de PCA du groupe Ecobank à la fin de l'année 2013.

Cependant, en attendant cette éventuelle confirmation, mais surtout son départ de la tête des Brasseries du Cameroun, où il conservera cependant son poste d'administrateur, André Siaka prépare le lancement de Routd'Af (Routes d'Afrique), une entreprise de travaux publics spécialisée dans les infrastructures routières qu'il compte lancer au premier trimestre 2014. Avec des partenaires sud-africains. Capital social initial : environ 2 milliards FCFA.

Brice R. Mbodiam

-34-

# Participez à l'édification du Cameroun de demain



Chaque mois, découvrez les avancées économiques du Cameroun



### Les magazines *Business in Cameroon* et *Investir au Cameroun* sont offerts gratuitement

- Ambassades et relais diplomatiques du Cameroun
- Salons VIP des aéroports de Paris, Londres et Bruxelles
- Salons des compagnies d'affaires du Bourget
- En Business Class sur Brussels Airlines
- Dans les ministères et hôtels d'affaire du Cameroun

# CAMESTIA LIVESTRAU CAMEROUN A STREET AU CAMEROUN

Retrouvez chaque jour l'actualité économique du Cameroun



### L'APPLICATION SUR IPHONE, IPAD ET ANDROID

